

Chambre des Représentants.

Session de 1919-1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR L'EXERCICE 1920 (1).

Tableau XII : Défense nationale.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BUYL.

MESSIEURS,

Ce budget a été adopté dans toutes les sections. Nous examinerons successivement les observations auxquelles il a donné lieu en y ajoutant les réflexions que nous a suggérées son examen.

ORGANISATION DE L'ARMÉE SUR LE PIED DE PAIX.

La deuxième section a émis le vœu de voir activer les travaux de réorganisation de l'armée. La section centrale, à son tour, a demandé à M. le Ministre de la Défense nationale à connaître l'organisation de l'armée sur le pied de paix.

M. le Ministre a répondu :

« Le projet d'organisation de l'armée sur le pied de paix est en confection et sera arrêté incessamment ».

ORGANISATION DE L'ARMÉE SUR LE PIED DE GUERRE.

La situation internationale est loin d'être bonne ; la paix est loin d'être une certitude. La section centrale s'est donc préoccupée de savoir dans quelles conditions pourrait se faire actuellement, et pourra se faire dans les années

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHERYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*. BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOYE D'EXAERDE, DE SELYS-LONCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUYERMANS.

qui suivront, la mobilisation de l'armée, c'est-à-dire son passage rapide et facile du pied de paix au pied de guerre.

M. le Ministre a répondu :

« 1° Le plan de mobilisation de l'armée fait l'objet de directives qui ont été adressées aux hautes autorités de l'armée; les directives d'ordre général ont été réunies dans une brochure confidentielle *Instruction provisoire réglant la mobilisation de l'armée et son passage du pied normal sur pied de paix renforcé*.

» 2° La composition provisoire de l'armée de campagne au 1^{er} mars 1920, est donnée dans une brochure confidentielle.

» Cette organisation est susceptible de subir des modifications et d'utiliser les ressources supplémentaires en hommes fournis par les lois de milice, à mesure que les effets de ces lois se feront sentir ».

PLAN DE DÉFENSE DE LA BELGIQUE.

Sans vouloir empiéter sur les attributions du commandement, la Section Centrale a, cependant, désiré recevoir certaines explications générales au sujet des plans de défense de la Belgique dans les diverses hypothèses à envisager.

Comme le tableau XVII, dépenses extraordinaires de guerre, article 208, prévoit, notamment, le gros entretien, la réparation et des renouvellements aux ouvrages de fortification permanente et mixte, la Section centrale a estimé que le Parlement devait savoir quels sont les projets du Gouvernement au sujet des positions fortifiées de Liège, Namur et Anvers, toujours officiellement existantes, pourvues de leurs services administratifs (commandements, états-majors) mais presque inexistantes au point de vue défensif par suite de la destruction de certains de leurs ouvrages et du désarmement total de bon nombre d'autres.

La guerre a fait évoluer les principes servant de base à l'organisation de la défense des états ou elle a, tout au moins, réfuté de façon indiscutable certaines idées qui, bien que condamnées par des maîtres en la matière, trouvaient avant 1914, pour des motifs divers, de nombreux et fanatiques partisans.

Si la défense de la Belgique repose encore sur des ouvrages de fortification permanente et mixte, anciens ou nouveaux, il importe de savoir lesquels et de mettre tout en œuvre pour les amener à hauteur de leur mission. Si les plans de défense n'utilisent plus certains ouvrages, il y a lieu de rechercher quelle sera leur utilisation la plus rationnelle. Encore une fois le Parlement doit être saisi de propositions à lui faire par Monsieur le Ministre de la Défense Nationale.

La Section centrale estime également qu'il y aurait lieu d'entendre M. le Ministre de la Défense Nationale exposer à la Chambre d'après quels principes sera, désormais, envisagée l'organisation de la base de nos armées, ainsi que de ses centres de production. Avant la guerre déjà, nous avons eu l'occasion d'attirer l'attention du Parlement sur la nécessité de ne pas être,

pour la fourniture de certains matériels, tributaires exclusivent d'une seule puissance voisine. La remarque vaut d'être répétée, car il faudra se souvenir chaque fois que seront adoptés une arme, un outil, un explosif ou un matériel quelconque, de ce qu'il faut qu'en temps de guerre nous puissions nous approvisionner en matières premières pour sa fabrication, et même pouvoir le faire fabriquer en suffisance par l'industrie normale de l'un quelconque de nos voisins.

DURÉE DU TEMPS DE SERVICE.

Des membres ont, en section, émis le vœu de voir hâter les travaux relatifs à la fixation de la durée du temps de service.

La question est capitale ; elle influera directement sur la restauration de la Belgique ; d'elle dépend aussi pour une bonne part le respect de notre indépendance. C'est dire qu'il faut se garder de trancher cette question avant de l'avoir examinée de tous les points de vue, d'avoir entendu toutes les compétences : militaires, économiques, financières, politiques et diplomatiques ; d'avoir déterminé l'importance de chacun de ses facteurs. Mais la gravité même de la question exige qu'une solution puisse être envisagée bientôt.

La Section centrale voudrait donc voir M. le Ministre de la Défense Nationale fixer des délais pour la clôture des divers travaux préliminaires et faire connaître au Parlement vers quelle époque il espère pouvoir le saisir de son projet d'organisation du service militaire.

ARMEMENT ET OUTILLAGE DE L'ARMÉE.

Un membre a, en section, signalé des déficiences de l'armée en ce qui concerne l'armement et l'outillage.

L'examen de cette question, encore une fois, ne peut être remis à plus tard. L'armée est en pleine réorganisation. Elle est rentrée avec des effectifs bien inférieurs à ceux qui seront prévues pour des mobilisations ultérieures. Pendant les quelques années qui vont suivre, l'État devra donc acquérir tout le matériel correspondant à cette augmentation de l'effectif de guerre. Si donc il existe, actuellement encore, dans notre matériel militaire certains types vieux, c'est le moment de les déclasser ou de les remplacer par de plus modernes, en affectant le modèle ancien à d'autres usages plus conformes à leurs qualités et plus compatibles avec leurs défauts.

Le fusil en usage dans l'infanterie est loin d'être une arme moderne, bien que possédant encore assez de qualités pour que son remplacement ait pu être évité pendant la guerre, ce qui était peu compatible avec les formidables besoins auxquels la Métallurgie de l'Entente devait satisfaire. Mais son rem-

placement était envisagé avant la guerre. Celles de ces armes qui ont fait la guerre sont extrêmement dégradées; leur remise à neuf exige de nombreux remplacements. Il subsiste parfois peu de chose de l'arme ancienne. Les soldats d'une même compagnie d'infanterie sont de plus armés, les uns du Mauser belge, les autres du Lebel, ce qui n'est pas une facilité ni un avantage, sauf pour l'ennemi, lorsque les munitions viennent à manquer.

Si M. le Ministre estime, en principe, qu'il n'y a pas lieu de doter l'infanterie de l'armée de campagne d'un autre fusil unique, qu'il ne perde pas de vue que sa décision liera fortement l'avenir.

La même chose peut se dire du matériel de 7^{cs} T. R. de notre artillerie de campagne. Mais la situation y est moins bonne encore.

Alors que l'importance du fusil à tir rapide a fortement diminué par l'introduction des armes automatiques, l'importance du canon léger de campagne n'a pas été réduite par l'utilisation en masse de l'artillerie lourde. Son champ d'action s'est limité, mais il reste vaste et c'est toujours de lui que le fantassin en péril attend l'aboîment vengeur.

Or, le matériel en usage est celui de 1914, réparé au cours de la guerre. Il est vieux, plus vieux que ne peut le révéler son état civil, car les matériels similaires français et allemands lui sont de loin supérieurs. Il ne peut pas soutenir la comparaison. La chose est, d'ailleurs, à ce point certaine que, pendant la guerre, un nouveau matériel avait été établi et était en construction au Havre. Il devait remplacer graduellement le matériel en usage. L'offensive des Flandres, en hâtant la conclusion de la guerre, ne permit pas à ce matériel d'intervenir sur le champ de bataille.

D'autre part, la Belgique se vit, après la paix, à la tête de beaucoup plus de matériel d'artillerie allemand que de réparations effectives. Il y a un nombre considérable de pièces très modernes d'artillerie dans notre butin de guerre. Pièces d'artillerie légère plus modernes que les nôtres, pièces d'artillerie lourde dont nous ne possédons pas trop de pièces, pièces d'artillerie antiaérienne mobile dont nous possédons beaucoup trop peu d'unités, pièces d'artillerie de côte dont nous ne possédons rien.

La Section désirerait apprendre quelle est la destination actuellement donnée à ces matériels et si M. le Ministre de la Défense nationale s'est préoccupé de savoir si la Belgique ne pourrait pas, par l'emploi de partie de ces matériels, améliorer et compléter, à très peu de frais, son système d'artillerie. Que personne n'oublie qu'épargner un peu de matériel revient à gaspiller beaucoup de vies humaines. La guerre l'a prouvé.

En ce qui concerne les approvisionnements en munitions de tout genre, une grave question se pose : quelle est la valeur des divers explosifs entrant dans la composition des approvisionnements variés de l'armée belge ?

Avant la guerre, les explosifs de toute nature étaient fabriqués par des spécialistes, sous un contrôle sévère. Le but à atteindre était la longue conservation. Aussi, les essais de réception étaient on ne peut plus rigoureux, et, malgré les prescriptions draconiennes concernant l'emmagasinage, la garde et le maniement des explosifs, les accidents, soldés en pertes de vies humaines, étaient relativement nombreux.

Sans doute, notre armée possède-t-elle des stocks importants d'approvisionnements de guerre qu'elle n'a pas épuisés au cours de la dernière offensive. Peut-être possède-t-elle aussi des approvisionnements capturés.

Or, ces explosifs sont des explosifs « de guerre », c'est-à-dire fabriqués dans des conditions où il fallait souvent sacrifier la rigueur des prescriptions et la qualité des produits, car le but, jamais atteint, était alors une production toujours plus intensive avec des matières premières tout-venant au lieu d'être de premier choix !

Généralement, l'emmagasinage était fait en violation de toutes les prescriptions réglementaires en temps de paix, la rapidité de la consommation se chargeait d'éviter les accidents dus à ces causes multiples. Mais actuellement, la situation est tout autre. Chacun se souvient de l'émoi causé, l'année dernière, par les explosions de dépôts de projectiles allemands. Le fait que les services de récupération ont pu rassembler et détruire les explosifs épars sur tout le territoire, avec un minimum d'accidents graves, a nécessité un labeur surhumain. Bientôt les explosifs récupérés seront du domaine du passé. Il restera alors les explosifs emmagasinés, donc, destinés à être utilisés par la troupe.

La Section centrale s'est intéressée à la question de savoir quelle garantie de conservation offrent les explosifs actuellement emmagasinés et quelle sécurité leur emploi offrira pour l'avenir.

C'est pourquoi elle a posé à M. le Ministre une série de questions que nous reproduisons ci-dessous en les faisant suivre de la réponse qui y a été faite.

QUESTION 1.

« Quel est l'état actuel de conservation de ces projectiles, quelles garanties de conservation et quelle sécurité à l'emploi offrent-ils du fait de la stabilité actuelle des explosifs qui ont servi à leur confection ? »

RÉPONSE.

« L'état de conservation des munitions est généralement satisfaisant au point de vue immédiat. Les poudres et les explosifs fabriqués pendant la guerre ne possèdent pas en général la stabilité des produits similaires qui étaient fabriqués en temps de paix. Les poudres sans fumée constituant les charges propulsives, sont exposées à une décomposition plus rapide de nature à hâter l'époque où leur conservation cessera de présenter la sécurité voulue.

« L'imminence de cette situation n'est pas telle qu'elle doive nous préoccuper en ce moment. Nos services techniques exercent sur cette partie des munitions une surveillance attentive afin d'opérer à temps, quand le moment sera venu, le remplacement des charges défectueuses et leur déclassement.

« Le chargement intérieur des projectiles n'est exposé à s'altérer de façon dangereuse que pour une certaine catégorie de projectiles spéciaux — projectiles toxiques — dont le déclassement prochain est décidé, mais qui

» n'entrent que pour une part relativement peu considérable dans la constitution du stock général.

« Quant aux obus explosifs, qui constituent la partie principale de nos approvisionnements, l'altération de leur chargement intérieur provenant de l'impureté relative des produits constitutifs, n'aura pas pour effet de rendre leur conservation dangereuse, mais de diminuer leur puissance explosive. Il n'y a là aucun sujet de préoccupation immédiate et nos services techniques auront tout le temps de prendre les mesures que comporte cette situation. »

QUESTION 2.

« De combien de canons de campagne de 7^c.5 T. R. est actuellement dotée notre armée de campagne? »

RÉPONSE.

« Le nombre de canons de campagne de 7^c.5 T. R. en service est de 384 »

QUESTION 3.

« Quelle est la valeur relative de ce matériel d'artillerie, par rapport à celle des matériels de 75 mm. et de 7^c.7 allongé mis en service respectivement dans les armées françaises et allemandes vers la fin de la guerre? »

RÉPONSE.

« L'armée française n'a pas mis en service vers la fin de la guerre de nouveau matériel de 75 mm. Elle a fait toute la campagne avec son matériel du début.

» Le matériel de 75 mm. français et notre 7^c.5 T. R. sont sensiblement comparables aux distances moyennes et rapprochées de tir. La vitesse initiale du canon français est un peu supérieure à celle du nôtre de telle sorte que la portée maxima est de 6,500 mètres alors qu'avec notre matériel elle n'est que de 5,600 mètres.

» Les Allemands ont mis en service, en 1916, un matériel permettant d'atteindre une portée de 10 kilomètres ; c'est le canon de 77 mm. modèle 1916 allongé. La bouche à feu n'est pas balistiquement supérieure au canon de 75 français, mais l'affût du canon allemand est organisé de manière à permettre des angles de tirs supérieurs.

» Partant de ce principe, les ingénieurs des A.C.M. A. ont étudié pendant la guerre, la création d'une pièce constituée par l'adaptation d'un canon du type français à un affût d'origine allemande qui avait été présenté à la Belgique par la maison Krupp, avant la guerre, en vue de l'essai d'un obusier de 105. Cet affût fut naturellement modifié pour permettre cette adaptation. Ce matériel constitua ce qu'on appela le 7^c.5 A. C. M. A. qui permet d'atteindre des portées de l'ordre de 11,000 mètres.

» L'adoption de ce matériel fut décidée en principe ; une première batterie fut armée de quatre pièces entièrement fabriquées par les A. C. M. A. qui

» reçurent la commande de 30 pièces nouvelles dont la mise en œuvre était
 » en cours au moment où survinrent l'armistice et l'arrêt des établissements
 du Havre. »

« Le canon de 75 A. C. M. A. est donc une bouche à feu identique au
 » au canon de 75 de campagne français et tirant les mêmes munitions que
 » lui ; l'appareil de fermeture diffère seul : le type « à coin » de nos canons
 » de 75 T R auquel nos canonnières sont familiarisés a été maintenu. Il n'est
 » d'ailleurs pas inférieur à l'appareil français.

» L'exécution de la commande de 30 pièces de l'espèce a été reprise par
 » la Fonderie de canons et devra, en principe, être achevée au cours de
 » l'année 1920 ».

QUESTION 4.

« Combien de pièces allemandes de 7 c 7 mod. 1917, en bon état, la Bel-
 » gique possédait-elle, lors de l'armistice, dans sa part de butin de guerre ? »

RÉPONSE.

« Le nombre de pièces allemandes de 7 c 7, apparemment en bon état
 » figurant dans le butin de guerre, est approximativement de 200. Il a été
 » décidé de réserver pour les besoins de l'armée, les 160 se trouvant dans le
 » meilleur état de conservation.

» A l'origine, ces bouches à feu devaient être affectées telles quelles à
 » l'armement des places fortes.

» Une autre affectation est actuellement envisagée : un essai sera entre-
 » pris aux fins de déterminer s'il ne pourrait être avantageux de doter notre
 » artillerie de campagne de ces matériels allemands, mais retubés de manière
 » à permettre l'utilisation des munitions françaises au même titres que les
 » canons de 7 c 5 A. C. M. A. — A cet effet, 12 pièces seront appropriées de
 » manière à constituer cette année l'armement d'un groupe de campagne
 » qui procèdera à des expériences comparatives avec le matériel A. C. M. A.

» Par la suite, si ces expériences sont satisfaisantes, la modification sera
 » apportée à 68 autres pièces de 7 c 7 allongé, destinées à l'armement d'un
 » 3^e groupe de canons de campagne pour les 2^e D. I. de chaque D. A. (plus
 » une réserve de 8 pièces).

« Les prévisions sont que les deux matériels : le matériel A. C. M. A. et
 » le matériel allemand auront des propriétés très analogues ».

QUESTION 5.

« Quel est le programme arrêté actuellement pour l'emploi, à quelque fin
 » que ce soit, du matériel d'artillerie moderne constituant le butin de guerre
 » de la Belgique ? »

RÉPONSE.

« Les questions se rapportant à l'emploi du matériel d'artillerie moderne
 » constituant notre butin de guerre font l'objet d'études en cours. Ces

» questions sont complexes du fait principalement des nombreux problèmes
 » qui seront à résoudre pour la constitution des stocks de munitions. Le
 » butin de guerre comprend également, il est vrai, de nombreuses muni-
 » tions, mais très incomplètes, disparates, et dont la remise en état et le
 » complètement exigeront des travaux de longue haleine et donneront lieu
 » à des frais considérables.

» Quoi qu'il en soit, le nombre des bouches à feu qu'il a été décidé en
 » principe de retenir et de remettre en état est de :

» 10 canons contre avions de 8°8 ;

» 160 » de 7°7 allongé ;

» 220 obusiers de 105 ;

» 30 canons de 105 long ;

» 110 obusiers de 150 ;

» 12 canons de 150 ;

» 15 mortiers de 210 ;

» 2 canons de 170 ;

» 2 » de 240 ;

» 2 » de 280 ;

» 1 » de 380 ;

» 80 minnenwerfers moyens ;

» 15 » lourds ;

» 100 » légers.

» En outre, le matériel de côte fait encore l'objet d'un examen en vue de
 » déterminer le parti qui pourrait en être tiré.

» La fonderie de canons a entrepris, par ses propres moyens, la mise en
 » état de minnenwerfers légers de 7°6.

» En plus de ce qui a été dit plus haut pour les matériels de 7°7, cet
 » établissement a reçu des instructions en vue de mettre en état, comme
 » programme minimum pour 1920, 80 obusiers de 105 destinés à fournir un
 » groupe pour chacune des 1^{res} D. I. de chaque D. A. (plus une réserve de 8
 » pièces). Pour la remise en état de matériels de gros calibres, la fonderie
 » de canons aura recours à la coopération de l'industrie privée dès que celle-
 » ci sera équipée pour entreprendre des travaux spéciaux comportant,
 » notamment, le retubage des canons.

QUESTION 6.

» *Quelle est la partie de ce programme déjà exécutée ? Quelle est éventuelle-
 » ment la valeur relative de la partie exécutée par rapport à la partie encore
 » à exécuter ?*

RÉPONSE.

» La fonderie de canons qui avait été complètement dépouillée de son
 » outillage par l'ennemi, a dû employer, au cours de 1919, la majeure par-
 » tie de son activité à se rééquiper au moyen du matériel provenant des
 » établissements d'artillerie du Havre, en même temps qu'elle avait à assu-
 » rer l'exécution des nombreuses réparations exigées par la remise en état du

» matériel en service, très fatigué naturellement par la longue campagne qu'il a fourni.

» Les travaux relatifs à la mise en état du butin allemand n'ont pu être entrepris qu'assez récemment.

» J'ai indiqué plus haut le programme minimum imposé pour cette année.
 » Dès maintenant, un certain nombre de minnenwerfers légers (36) ont été remis en état et vont pouvoir être délivrés aux unités dont ces bouches à feu doivent constituer l'armement.

« Il est difficile de faire une évaluation du total des dépenses que pourra entraîner la mise en service des matériels réservés. La difficulté provient de ce qu'il ne sera pas possible de fixer l'importance des travaux qui seront nécessaires sans un examen approfondi des matériels en cause ; il ne pourra se faire qu'à mesure du passage de ces derniers dans les ateliers où ils seront soumis à une visite détaillée.

» De plus, l'instabilité du cours des matières premières et de la main-d'œuvre rend sujettes à caution les prévisions qu'on peut faire à longue échéance.

» En tout état de cause, on peut compter que la remise en état des matériels susdits portera sur une période de cinq années au moins.

» Le budget prévu pour cette année, a été porté à 6 millions ».

AVIATION MILITAIRE.

La situation de l'aviation militaire a également retenu l'attention de la section centrale. Du matériel a-t-il été détruit par les intempéries et faute de soins, peut-être ; mais sans doute ceux qui étaient chargés de la conservation de ce matériel, furent-ils démunis de tous leurs collaborateurs par une démobilisation qui se fit sans une contrepartie d'avantages destinés à retenir le cadre subalterne. Ce qui importe, et ce que la section centrale désire, c'est que tout ce qui existe encore comme appareils, moteurs, hangars en bon état ou réparables, soit remis en état et protégé contre la destruction. Qu'on évite toujours soigneusement, à l'avenir, d'offrir au pays et à ses soldats le spectacle énervant d'un cimetière de matériel qui fait croire à une dilapidation des deniers publics et enlève aux soldats la confiance qu'ils doivent toujours avoir en leurs chefs.

A ce sujet, la section centrale a posé à M. le Ministre un certain nombre de questions auxquelles il a répondu ce qui suit :

« I. — Nombre d'avions, par catégories, dont était dotée l'Armée Belge au 11 novembre 1918, et proportion de ces appareils en bon état.

» Catégories.	En bon état		Réparables.
	Au front.	En réserve.	
» Reconnaissance et observation	64	20	10
» Chasse	45	25	16
» Bombardement	6	5	2
» Totaux	115	50	28

« II. — Nombre d'avions, par catégories, faisant partie du butin de guerre
» de la Belgique, et proportion des appareils en bon état.

» Catégories.	En bon état		Trouvés en Belgique
	Clauses de l'armistice.	trouvés en Belgique.	en mauvais état.
» Reconnaissance. . . .	40	45	
» Chasse	100	30	200 (1)
» Bombardement	30	—	
» Totaux	170	75	

» III. — Nombre d'avions, par catégories, dont est dotée actuellement
» l'Armée Belge, et proportion de ces avions en bon état.

» *Matériel Allié.*

» Catégories.	» En bon état.		Réparables rapidement et à peu de frais.
	En service (2).	En réserve.	
» Reconnaissance. . . .	54	10	76
» Chasse	28	7	56
» Bombardement	—	—	—
» Totaux	82	17	132

» IV. — Nombre d'avions, par catégories, provenant du butin de guerre
» et actuellement en service dans l'Armée Belge.

» Catégories.	Nombre.
» Reconnaissance.	4
» Chasse	20

» V. — Nombre d'avions, par catégories, vendus, provenant du butin de
» guerre.

» *A. Avions en ordre de vol.*

» Catégories.	Nombre.
» Reconnaissance	5 (3)
» Chasse	2

» (1) 200 avions ou débris d'avions démolis, pillés et complètement hors d'usage
» (beaucoup de types anciens plus en service) et dont la remise en état aurait été beau-
» coup trop coûteuse.

» (2) Dans les unités qui ont pu être maintenues actives, en attendant qu'un statut
» d'organisation sur pied de paix ait été fixé.

» (3) Dont 3 mis à la disposition de l'Administration de l'Aéronautique Civile, pour
» l'escadrille de vulgarisation du Syndicat National pour l'Etude des Transports Aériens.

» B. — Avions non utilisables, ni en tout, ni en partie, tant par l'Aviation
» Militaire que par l'Aviation Civile. Les débris de 200 avions allemands
» en mauvais état ont été vendus par les soins des services provinciaux de
» la récupération ».

La Chambre apprendra sans doute avec intérêt qu'il résulte d'une communication de M. le Ministre de la Défense nationale à notre rapporteur, M. Buyl, que son département a pris l'heureuse initiative de décider la création d'un aérodrome à Ostende. Cette initiative est d'autant plus heureuse qu'elle est appelée à rendre d'inappréciables services à notre armée, tout en contribuant au développement économique du littoral, si durement éprouvé et, partant, à la prospérité du pays.

CADRE D'OFFICIERS DE L'ARMÉE.

La situation des officiers a fait l'objet d'observations nombreuses, tant en Sections qu'à la Section centrale. Cette question est, depuis quelque temps déjà, à l'ordre du jour de l'opinion publique. Elle est vitale pour l'armée.

Interrogé à ce propos, M. le Ministre a répondu.

« Le nouveau barème donne, d'une façon générale, satisfaction aux officiers. Les départs de l'armée pour cause de situation insuffisante, ne sont plus à prévoir maintenant. »

Antérieurement, la Commission de l'armée s'était activement occupée de la question et après examen elle avait transmis à M. le Ministre de la Défense nationale ses vœux sous forme de rapport, accompagné de propositions précises.

Certaines de ces propositions ont été acceptées.

Les traitements et soldes ont été révisés, mais dans un esprit moins large que les propositions. La garantie dotale est totalement éliminée du mariage des officiers.

Il a été créé une indemnité d'habillement.

Nous regrettons vivement la réduction faite au barème d'augmentation et le rejet d'autres propositions telles que le rétablissement des indemnités d'études, etc. Leur adoption eût considérablement éclairci une situation qui, actuellement, se dissipe à peine.

Que fallait-il chercher à obtenir ? Faire aux officiers survivants de la guerre une situation qui les attache à l'armée ; faire aux jeunes une situation qui provoque la compétition et permette à l'armée de choisir les meilleurs éléments.

Le général de Castelnau a écrit : « L'histoire dira que sans les cadres de l'armée française, l'Entente n'aurait pas gagné la guerre. »

L'armée belge peut être fière d'avoir été une des rares nations alliées qui, à aucun moment de la guerre, même les plus pénibles et les plus difficiles, n'a eu besoin de recourir au cadre officier de ses alliés. Même après la retraite d'Anvers, alors qu'elle était sans base, sans ressources, sans usines, presque sans munitions et bientôt, peut-être, sans Patrie, l'armée belge sut trouver en elle-même tous les éléments de sa réorganisation et de sa recon-

stitution. C'est dans ces circonstances que se mesure la valeur globale du cadre d'officiers d'une armée.

« La réduction du temps de service, dit encore l'illustre général, est » intimement liée, à la constitution de cadres puissants, si nous voulons être » prêts à défendre l'intégrité et l'honneur de notre Patrie. »

Au nom des Sections, Messieurs, au nom de la Section centrale et de la Commission de l'armée, nous vous crions : « Casse-cou ! »

Vous voulez, comme nous, réduire la durée du temps de service et vous n'avez plus de cadres, vous n'avez plus d'officiers en suffisance... Pis que cela : vous risquez de ne pas pouvoir réduire le temps de service par manque de cadres... Consentir aux lourdes charges financières que nous acceptons pour l'armée et n'avoir, en définitive, qu'un troupeau dans la masse duquel nos fils ne pourront que se faire tuer sans résultat, serait la dernière des folies. Mieux vaudrait, alors, supprimer totalement l'armée ; les risques ne seraient pas plus grands, la dépense serait nulle !

Il n'y a pas à nier la crise des cadres. Que M. le Ministre de la Défense Nationale nous dise de combien de demandes de démission, de passage à la réserve ou de demandes de congé sans solde il a été saisi de la part d'officiers de l'armée active. Qu'il nous dise aussi si le nombre de ceux ayant retiré leur demande et désireux de rentrer dans les cadres de l'armée a augmenté depuis l'adoption du nouveau barème ? Chacun, d'ailleurs, se rendra compte du nombre d'officiers manquants, en assistant, l'un ou l'autre matin, au défilé d'un régiment se rendant à l'exercice.

Ceux qui rencontreront le 6^e régiment du Génie pourront peut-être y compter plus d'officiers que l'auteur de ce rapport. Pour sa part, lors d'une sortie, il y a compté en tout, six officiers pour commander et encadrer un groupement de quatre compagnies de trois pelotons... Et sur ces six officiers il y avait un lieutenant et un sous-lieutenant du génie, les quatre autres étaient de l'infanterie, de l'artillerie et de la cavalerie !

Sans doute n'est-ce pas exactement tout le cadre existant. Certains officiers étaient retenus à la caserne par d'autres services. Mais le cadre du temps de paix doit être tel qu'il permette d'encadrer fortement les unités à l'instruction, tout en permettant le fonctionnement normal de tous les services administratifs et secondaires et permette de détacher aussi le nombre d'officiers nécessaires au bon fonctionnement de tous les services autres que la troupe : positions fortifiées, écoles, etc., etc.

Ce 6^e régiment du génie, comme tous les autres régiments du génie, a, cependant, terminé la guerre avec des cadres bien fournis. Après la démobilisation, on tenta de remédier à la crise des cadres en supprimant deux des six compagnies qu'il comportait, on supprima les trois états-majors de bataillon, on réduisit l'état-major de régiment, tout cela pour qu'il reste au moins un officier par compagnie !

L'exemple que nous vous citons est celui du régiment caserné à Bruxelles, c'est-à-dire de la garnison la plus recherchée. Nous avons, pourtant, peine à croire qu'un régiment de province puisse être plus maigrement encadré !

Que vaut donc un tel régiment du génie ? Rien comme unité technique, rien comme unité combattante.

Dans une unité du génie, en effet, la durée du temps de service ne permet déjà pas d'enseigner aux soldats et aux gradés tout ce qu'ils doivent connaître, car le programme est vaste; construction d'abris de tout genre en bois, en acier, en béton armé), construction de passerelles rapides et légères, de ponts légers et lourds sur bateaux, de ponts semi-permanents légers et lourds, de voies de chemins de fer Decauville, de routes pavées, empierrées, de puits, de baraquements en bois, en briques, sans compter tout ce que comporte l'organisation d'une position : tranchées, boyaux avec revêtements et défenses accessoires... Que sais-je encore ! Pour tous ces travaux, le génie travaille rarement en masses; il est éparpillé en petites équipes sur tout le front et dans toute la profondeur du champ de bataille. Chaque travail exige une solution particulière qui ne peut être prise que par un officier dont l'action est nécessaire à tout instant.

Il va sans dire que l'exécution d'un tel programme d'instruction ne permet pas de donner au soldat du génie une instruction bien étendue de fantassin. L'armement d'une compagnie du génie ne lui permet, d'ailleurs plus de remplacer une unité d'infanterie, puisque le génie possède le fusil, alors que l'infanterie possède des fusils-mitrailleurs, des fusils lance-grenades et des grenades à main qui décuplent sa puissance offensive et sa capacité défensive.

Une unité du génie mal encadrée ne vaut donc rien comme arme technique; elle n'a pas plus de valeur comme unité combattante.

A l'artillerie la situation ne doit pas être beaucoup plus brillante.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer un groupe d'artillerie montée (100^e et 101^e batterie). Le cadre se composait de : un capitaine, deux adjudants, un maréchal des logis et trois brigadiers !

Or, que vaut un groupe d'artillerie sans officiers ? Rien !

Avant la guerre, l'instruction était encore possible. Il existait un cadre de vieux sous-officiers bien instruits de tous les détails de leur métier et aptes à remplacer un officier chef de section. Actuellement, cela n'existe plus. Les plus anciens gradés subalternes sont entrés à l'armée vers l'armistice. Certains n'ont certainement jamais exécuté le moindre tir !

A l'infanterie la situation est *un peu* moins grave, car le recrutement y est plus aisé; elle est, cependant, encore bien loin d'être satisfaisante.

Avant la guerre, l'instruction était la même pour tous les soldats d'une compagnie d'infanterie. Un officier pouvait, au besoin, diriger l'instruction de toute une compagnie. Mais, actuellement, il en est tout autrement. Le soldat d'infanterie ne peut plus être apte à toutes les missions. Il doit être spécialisé pour un petit nombre d'entre elles afin de pouvoir en connaître tout le mécanisme. Tous doivent connaître les mouvements à rang serrés et en ordre dispersé; tous doivent connaître la technique de l'éclaireur, du tireur, du pelleteur. Certains, de plus, apprendront, soit, celle du patrouilleur ou du signaleur, du coureur, du téléphoniste, du projecteur, du grenadier à main, du mitrailleur, du fusilier-mitrailleur, du lance-grenades, du guetteur, du pionnier d'infanterie, etc..., techniques dont l'enseignement doit être raisonné, basé sur la Science... Comment voulez-vous, avec un cadre restreint, assurer à la fois toutes ces instructions ?

Un cadre trop réduit ramènera l'existence d'une armée de façade et l'argent que nous y consacrons ne pourra nous préserver ni du massacre stérile de nos soldats, ni des horreurs d'une nouvelle invasion.

Et, en dernière analyse, qui souffre le plus directement de la crise des cadres? C'est le simple soldat!

Les officiers, en effet, ordonnent et surveillent tous les détails de sa vie militaire. Ils ont à pourvoir à tous ses besoins. Ils doivent l'habiller, le nourrir, le loger, l'instruire, le conduire avec patience et bonté, s'intéresser à lui et tout de même aussi lui apprendre son métier de soldat proprement dit. Ils doivent aussi administrer leur unité de la gestion de laquelle ils sont pécuniairement responsables.

Comment voulez-vous qu'un même homme remplisse toutes ces missions à la fois et quoi d'étonnant alors, à ce que des soldats soient parfois mal vêtus, que leur officier n'ait pas le temps de goûter souvent l'ordinaire de son unité et de guider les « cuistots » de ses conseils? Quoi d'étonnant à ce que le logement laisse parfois à désirer ou que les soldats soient obligés de rester de longues heures, oisifs, s'énervant dans la chambrée faute de personnel disponible à ce moment pour diriger leur instruction. Quoi d'étonnant encore à ce qu'à l'heure du rapport le commandant de compagnie surmené, harassé, n'écoute plus ses soldats que d'une oreille distraite...? Nous le répétons : c'est le soldat qui pâtit le tout premier du manque d'officiers.

CADRE DE SOUS-OFFICIERS DE L'ARMÉE.

Bien des remarques faites à propos du recrutement du cadre d'officiers s'appliquent aussi au cadre des sous-officiers, caporaux et brigadiers.

Que fait le directeur d'une maison de commerce, soucieux de la bonne marche des affaires? Que font les chefs d'industrie désireux d'obtenir un maximum de rendement, tant en qualité qu'en quantité? Ils recherchent les meilleurs contremaîtres, les meilleurs comptables et se les attachent en leur donnant une situation qui les engage à se consacrer cœur et âme à la prospérité de la Maison dont ils sont les appuis.

L'armée a-t-elle toujours eu cette attitude à la fois généreuse et intelligente à l'égard de ses gradés subalternes? Ce n'est rien apprendre à personne que de répondre : non !

Le cadre subalterne de notre armée a toujours modestement peiné sans songer à se plaindre de la situation précaire qui lui était faite.

Retournons à la grande expérience de la guerre et cherchons quel fut le rôle des sous-officiers de l'armée de 1914. L'Armistice vit le plus grand nombre des survivants rentrer dans leurs foyers, porteurs d'étoiles d'officier ; bon nombre comme capitaine même. C'est parmi les sous-officiers que le cadre d'officiers trouva les premiers éléments qui lui permirent de reconstituer ses effectifs trop réduits par les premières batailles. C'étaient tous des soldats de métier qui étaient entrés à l'armée sans ambitionner souvent même l'étoile de sous-lieutenant. Même parmi eux, l'exode existe et beaucoup n'attendent que de pouvoir faire valoir leurs premiers droits à la pension.

A l'Armistice, l'armée possédait un cadre subalterne entièrement créé pendant la guerre, instruit à sa dangereuse expérience. Quel devait être le premier souci, lors de la démobilisation et de l'incorporation des nouvelles levées : chercher à conserver le plus possible de sous-officiers, de caporaux et d'anciens soldats aptes à encadrer les recrues. Aucun effort, certes, ou peu de chose, ne fut fait dans ce sens. Il fallut nommer gradés des volontaires du mois de novembre 1918 ne possédant même pas les éléments du métier de soldat. Ce ne furent cependant pas les cris d'alarme et les avertissements qui manquèrent pendant la démobilisation qui ne se fit pas en un jour.

Rares furent les sous-officiers qui, devant les conditions qui leurs étaient faites, consentirent à rester à l'armée. Même actuellement un sergent ou maréchal-des-logis gagne moins que bien des ouvriers non qualifiés, alors qu'ils sont qualifiés dans leur métier et devraient être traités comme tels au point de vue solde. Ici encore, il n'y a qu'un remède à la situation : créer la compétition pour donner à l'armée la possibilité de choisir.

La Section centrale émet le vœu que M. le Ministre de la Défense Nationale expose au Parlement la teneur de la dépêche ministérielle du 17 mars 1920 réglant la situation des volontaires de carrière, dise le but qui a voulu être atteint par cette mesure et dise au Parlement si cette mesure augmentera encore le manque de sous-officiers, brigadiers et caporaux dont souffre l'armée et comment il projette d'y parer immédiatement.

Certes, le sort des sous-officiers préoccupe le Département de la Défense Nationale puisqu'à une lettre que l'auteur du présent rapport avait adressée à M. le Ministre pour lui demander où en est la question de la création d'une caisse de pensions pour les militaires en dessous du rang d'officier, il a été répondu :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'estime indispensable » la création de cette institution.

» En conséquence, j'ai prescrit la reprise sans tarder, des travaux » d'étude. La Commission des Veuves et Orphelins des officiers de l'armée, » qui en est chargée, présidée par le lieutenant-général comte Leman et » composée d'actuaire et d'officiers, a pour instruction de me présenter, » le plus tôt possible, un projet complet. »

Cette lettre sera accueillie avec joie par les intéressés. Il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin. La question doit être vue d'ensemble et résolue largement. C'est pourquoi la Section centrale émet les vœux suivants :

1^o De voir M. le Ministre de la Défense Nationale faire mettre à l'étude et résoudre la question de l'élaboration d'un Statut pour tous les volontaires de carrière;

2^o De voir M. le Ministre de la Défense Nationale profiter de la revision de la Constitution pour faire accorder le droit de vote à tous les volontaires de carrière (sans distinction de grades) pourvu qu'ils remplissent les autres conditions exigées par la loi;

3^o De voir le Département de la Défense Nationale étudier la possibilité d'appointer les sous-officiers dès leur rengagement.

Enfin, au nom de nombreux membres des sections, au nom de la Section

centrale, au nom de la Commission de l'armée, nous demandons au Parlement de bien vouloir user de son influence auprès de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre de la Défense Nationale pour faire réexaminer la possibilité de rendre effectif le projet de revision de la situation des cadres de l'armée qui fut élaboré et présenté par la Commission de l'armée.

DOTATION DES COMBATTANTS ET RECONSTITUTION DU FOYER.

Par une loi du 1^{er} juin 1919, la Chambre a créé une dotation au profit des combattants de 1914-1918.

Elle consiste :

1^o en une « allocation de famille » de 300 francs, aux militaires de rang subalterne, aux infirmières ou, éventuellement, à leurs familles;

2^o en une allocation de 100 francs, aux enfants des intéressés.

Une dépense de 50,000,000 de francs, est prévue comme devant en résulter.

Ces prévisions nous paraissent manifestement insuffisantes.

L'octroi de ces allocations est subordonné à des formalités qui, dans leur application, donnent lieu à certaines réclamations que nous considérons comme justifiées.

Si, dès l'envoi aux administrations communales, des instructions relatives à la dotation, la plupart des communes ont fait diligence pour établir les dossiers (nombre d'intéressés ont déjà reçu satisfaction), il n'en est pas de même dans toutes les localités.

Certaines communes compliquent la besogne en réclamant à d'autres administrations, des pièces que les intéressés peuvent fournir eux-mêmes pour leurs droits à la dotation, c'est ainsi, par exemple, que beaucoup d'administrations correspondent pour réclamer des extraits d'actes de mariage, alors que le militaire, qu'elles ont sous la main, est presque toujours porteur de son livret de mariage, qui constitue un extrait authentique de l'acte.

Dans certains cas cependant, les instructions en vigueur présentent des difficultés d'application, qu'il importe, pensons-nous, de modifier. Ainsi notamment lorsque les parents divorcés d'un militaire décédé doivent introduire leur demande, l'ayant-droit est invité à produire une déclaration délivrée par un juge de paix ou un notaire, établissant que seul, il a droit à l'allocation.

Il y a lieu de remarquer que, d'une part, le juge de paix n'est pas compétent pour délivrer pareille déclaration et, d'autre part, qu'une attestation de ce genre, établie par un notaire, qui bien souvent sera également incompétent, entraîne des frais assez importants, ce qui est contraire aux principes en vigueur en matière de milice. Une enquête administrative devrait suffire, attendu que les services communaux de rémunération sont souvent en possession de renseignements exacts à ce sujet.

L'inscription de l'allocation sur livret de caisse d'épargne en faveur des enfants de combattants, présente également une lacune. L'article 3 de la loi ne fait allusion qu'à l'enfant légitime, alors que l'article 15 de l'arrêté royal du 31 décem-

bre 1919 sur la matière, étend le bénéfice de cette allocation à l'enfant naturel d'un militaire marié, décédé avant le 1^{er} juin 1919 ou disparu. Si l'enfant naturel d'un militaire marié est admis au bénéfice de l'allocation, pourquoi n'en serait-il pas de même pour l'enfant naturel reconnu par un militaire célibataire; dans ce cas, lorsque le père naturel légal se désintéresse de son enfant, la demande pourrait être introduite par la mère, ou, éventuellement, par la personne qui a la charge de l'enfant.

C'est, du reste, sur ces considérations que le Gouvernement s'est basé pour autoriser le paiement de la rémunération aux enfants naturels reconnus de militaires.

Il suffira de quelques instructions supplémentaires du département de la guerre pour supprimer ces anomalies et amener les communes à accélérer leur travail.

* * *

Le Gouvernement, mû par le désir de prouver aux combattants la reconnaissance de la Nation pour les sacrifices qu'ils ont consentis pour la collectivité, a institué l'œuvre de la Reconstitution du Foyer du militaire démobilisé.

Ici encore, nous avons pour devoir de nous faire l'écho des plaintes qui se font entendre à propos de la lenteur du fonctionnement des organismes qui s'occupent de la question.

Peut-être cette lenteur serait-elle moins apparente si la Commission centrale faisait savoir à chaque intéressé la suite — quelle qu'elle soit — réservée à sa demande.

On se plaint aussi, non sans raison, des réductions parfois très fortes, opérées par la Commission centrale, aux sommes proposées par les commissions d'arrondissement.

Enfin, on se demande pourquoi le démobilisé qui a repris du service ne peut obtenir la reconstitution de son foyer, tandis que celui qui se rengage, après avoir reçu l'indemnité de reconstitution, conserve parfaitement celle-ci.

* * *

Lors du vote de la loi du 13 novembre 1919 fixant les traitements des instituteurs, la Chambre a voté un article 4 qui dispose en faveur du personnel enseignant que le temps de service accompli depuis le 1^{er} août 1914 par les instituteurs mobilisés et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front, de même que le temps, pendant lequel ils ont été effectivement prisonniers, est compté double. Il en est de même, du temps pendant lequel les instituteurs civils ont été déportés ou internés par l'ennemi. Nous estimons qu'il y a lieu de légiférer afin d'étendre à tous les fonctionnaires, employés et salariés de l'État et des administrations publiques, le bénéfice d'une mesure analogue, sous cette réserve, bien entendu, qu'il s'agit d'avantages personnels ne pouvant porter atteinte aux droits des autres employés, notamment au point de vue de l'avancement.

Il importe, dans l'intérêt du Pays, que la Nation songe, avant tout, à s'ac-

quitter de la dette qu'elle a contractée vis-à-vis de ceux à qui elle doit le maintien de son indépendance.

Le Parlement, lors de l'examen des propositions de loi dont il est saisi en faveur des combattants, montrera qu'il se souvient de l'importance des services rendus.

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS DES OFFICIERS DE L'ARMÉE.

Un membre a signalé, en Sections, certaines frictions qui existaient entre officiers célibataires et mariés à propos de l'organisation actuelle de la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée. D'autres ont fait remarquer le versement considérable que doivent faire les officiers avant d'obtenir l'autorisation de contracter mariage.

La Section centrale attire l'attention de M. le Ministre de la Défense Nationale sur ces points. Elle espère que les modifications qui seront apportées à l'organisation de la caisse en feront un organisme suffisamment souple pour donner à ses participants des avantages comparables à ceux que peuvent offrir des sociétés particulières.

RÉMUNÉRATION EN MATIÈRE DE MILICE ET PÉCULE.

Déjà le 25 juin 1919, au cours de la session parlementaire précédant la dissolution des Chambres, le Gouvernement avait déposé deux projets de loi tendant à la suppression de la rémunération en faveur des familles de miliciens et de volontaires de carrière. Ces deux projets, qui firent l'objet de rapports de notre rapporteur M. Buyl, furent considérés comme non-avenus par l'effet de la dissolution des Chambres.

A la date du 15 janvier dernier, le Gouvernement, représenté par MM. les Ministres de l'Intérieur, de la Guerre et des Finances, déposait deux projets reprenant en substance les dispositions des deux projets antérieurs.

Le premier de ces projets prévoit la suppression de la rémunération en faveur des familles de militaires qui ont fait la campagne et ce, non seulement jusqu'au jour de la démobilisation, mais aussi pendant une période de six mois après celle-ci, soit trois mois à taux plein et trois à taux réduit de 50 p. c.

D'autre part, le Gouvernement annonce son intention de maintenir en faveur des miliciens mariés de la classe spéciale de 1919 une indemnité de famille de 360 francs par an avec accroissement de 180 francs par enfant âgé de moins de 18 ans.

Le second de ces projets abroge les lois sur la rémunération des volontaires et des rengagés; toutefois, il permet au Ministre de la Guerre, s'il le juge opportun, de faire payer, sous une forme autre que celle prévue par la loi sur la rémunération du 21 mars 1902, les indemnités attribuées personnellement aux volontaires de carrière et aux rengagés qui resteront temporairement régis par cette loi.

Bien que ces projets ne soient pas encore votés et partant, que les lois du 21 mars 1902 et du 30 août 1913 relatives à la rémunération militaire des volontaires et des miliciens n'aient pas été abrogées, une circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 11 septembre 1919 stipule que jusqu'à décision ultérieure, les familles des militaires du contingent spécial de 1919 (ajournés de 1911, 1912 et 1913 et classes de 1914 à 1919) ne sont pas admis au bénéfice de la rémunération et que cette mesure s'applique également aux familles de volontaires de carrière engagés après le 30 juin 1919.

Comme on le voit, cette situation est manifestement illégale et il importe d'y remédier d'urgence.

Lors de l'examen en Sections du projet du 23 juin 1919, plusieurs membres avaient émis l'avis qu'il y avait lieu de prendre en considération la situation des familles indigentes et, en conséquence qu'ils ne pouvaient se rallier à la suppression radicale de la rémunération militaire.

La même opinion a été émise par des membres des Sections qui ont examiné le budget de la Défense Nationale.

Comme la question dont il s'agit, bien qu'elle intéresse le Département de la Guerre, est du ressort du Ministère de l'Intérieur, il ne nous appartient pas de l'examiner ici.

Des membres des sections ont émis le vœu de voir prendre des mesures pour hâter la liquidation des arriérés de la rémunération aux familles des anciens combattants. L'on sait qu'au cours de la guerre, les sections locales du Comité National ont, pendant une certaine période, payé la rémunération au lieu et place des communes. Celle-ci était allouée sous forme de secours uniquement aux personnes considérées comme étant dans le besoin; pendant cette époque, certains intéressés se trouvant à l'étranger n'ont pas non plus touché les indemnités auxquelles ils avaient droit. Il en est résulté que les communes ont été appelées dans ces derniers temps à liquider de nombreux arriérés. Jusque récemment, ces arriérés ne pouvaient être liquidés que sur le vu de certificats émanant de l'autorité militaire et établissant la durée exacte de la présence sous les armes.

Aujourd'hui, en vertu d'une circulaire du Ministre de l'Intérieur, les certificats de présence qui, faute de documents, n'auraient pu être produits par l'autorité militaire, peuvent être remplacés par une déclaration écrite des militaires eux-mêmes. D'autre part, une autre circulaire concernant la rémunération due aux familles de militaires tombés au champ d'honneur ou disparus, porte que l'indemnité doit être liquidée intégralement sans tenir compte des interruptions éventuelles de service.

Ces dispositions nouvelles ont porté remède à un état de choses ayant donné lieu à des plaintes dont des membres des Sections s'étaient fait l'écho.

Des mesures identiques ont été mises en pratique en ce qui concerne le paiement du pécule par le Ministère de la Guerre; ce qui a eu pour conséquence de mettre fin à de nombreuses plaintes au sujet du retard apporté dans la liquidation.

CHANGEMENTS A APPORTER AUX UNIFORMES.

L'armée a été avertie, par la voie de la presse, que certaines modifications d'uniforme étaient projetées. Elle a même été renseignée au sujet de l'importance relative de ces modifications.

La Section centrale demande à M. le Ministre de la Défense Nationale de bien vouloir hâter la solution de cette question. Elle lui demande aussi de n'adopter que des changements dont le coût soit compensé par des avantages suffisants pour justifier la dépense.

En ce qui concerne la coiffure, elle le met en garde contre l'adoption d'un modèle qui serait déformable à volonté, comme la casquette portée par la troupe pendant la guerre, ou malaisée à mettre dans le havresac ou dans la poche lorsque le casque est mis sur la tête.

SERVICE MÉDICAL.

Son organisation a été vivement critiquée par un membre de la 4^e Section qui en a demandé la réorganisation complète.

Elle a fait l'objet, de la part de la Section centrale, de la question suivante :

« ART. 44, *littera B.* — Des mesures sont-elles prises pour assurer l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments. L'alcool médicinal, notamment, »
» semble manquer presque totalement. L'armée n'en manqua cependant jamais »
» pendant la guerre, alors que la consommation était énorme. »

RÉPONSE.

« Comme tous les services publics, le service pharmaceutique a traversé »
» au lendemain de l'armistice une période critique pendant laquelle il a dû »
» faire face aux besoins immédiats du service de santé tout en organisant la »
» fourniture ultérieure des médicaments et pansements aux organismes »
» qu'il est appelé à desservir.

» Il a éprouvé et il éprouve encore de grandes difficultés à se réapprovisionner du fait qu'il est tributaire du marché de la droguerie pour l'acquisition des matières premières et transitoirement de l'industrie privée pour les médicaments manufacturés parce que son matériel de fabrication enlevé ou détruit par les Allemands n'a pas encore été restitué ou remplacé.

» La pénurie de drogues et de médicaments en général persiste ; les praticiens civils nous disputent les quantités réduites que les droguistes parviennent à grand peine à se procurer. L'industrie pharmaceutique qui n'est pas encore reconstituée et qui doit satisfaire sa clientèle civile en même temps qu'elle devrait nous suppléer en attendant que nos machines nous aient été rendues, ne parvient pas à nous fournir en temps utile les grandes quantités d'ampoules, de capsules et de comprimés que réclament à la pharmacie centrale les hôpitaux militaires.

« En ce qui concerne l'alcool, celui-ci ne peut plus être acheté comme par
» le passé et, notamment, pendant la période de guerre. Sa fourniture a
» fait l'objet de dispositions d'ordre fiscal très méticuleuses qui réclament,
» de la part des services publics, déjà limités dans leur action pour une
» réglementation précise, des formalités administratives qui retardent
» encore ces livraisons.

» C'est ainsi que l'Administration des accises ayant autorisé « à titre
» tout à fait exceptionnel » la dénaturation de 3,000 litres d'alcool, a fait
» savoir en même temps que cette autorisation ne serait pas renouvelée avant
» que la pharmacie centrale ne fut en possession d'un appareil spécial destiné
» à mesurer cet alcool et dont la construction réclame un délai de trois mois.

» La pharmacie centrale en est réduite, entretemps, à demander la déna-
» turation d'alcool dans les limites de temps et de quantités réduites tolé-
» rées par le Département des Finances.

» L'établissement ne peut, d'autre part, emmagasiner des stocks d'alcool
» considérables, la remise en état de ses réservoirs mis hors d'usage par les
» Allemands étant subordonnée à la décision du Tribunal des dommages de
» guerre.

» Il y a lieu de tenir compte, en outre, de ce que la pharmacie centrale,
» au lendemain des hostilités, a dû céder la majeure partie de ses stocks
» pour parer aux besoins immédiats et urgents de la population civile, en
» ravitaillant les pharmaciens détaillants et de prendre en considération que
» cet établissement, qui est actuellement en pleine période de réorganisa-
» tion, rencontre momentanément pour son réapprovisionnement des diffi-
» cultés de toute nature, accrues encore par le fait que les dépenses du
» service pharmaceutique sont plus importantes que pendant la période de
» guerre, à cause de l'augmentation très considérable du nombre d'ayants-
» droit aux soins sanitaires et aux médicaments.

« L'augmentation des dépenses résultant de cette augmentation du
» nombre des ayants-droit, jointe au prix actuellement très élevé des
» médicaments et à l'élévation considérable des droits sur l'alcool, fait que
» les prévisions budgétaires pour l'exercice en cours et qui ont été établies
» dans le courant de l'année précédente, seront largement dépassées et que
» de nouveaux crédits devront être demandés à la Législature.

» La Direction du service de santé et la pharmacie centrale ont pris toutes
» les mesures compatibles avec la situation présente pour assurer le
» ravitaillement des hôpitaux militaires dans le plus bref délai possible.

» Actuellement des offres ont été demandées au commerce et une adjudi-
» cation très importante aura lieu le 15 du mois courant.

» D'autres adjudications suivront si elles seront reconnues nécessaires.

» Une quantité de 20,000 litres d'alcool pur et de 15,000 litres d'alcool à
» dénaturer a été demandée au Ministère des Finances. De nouvelles
» demandes seront introduites dès que la pharmacie centrale disposera des
» moyens de recevoir et d'emmagasiner de nouvelles quantités. »

D'autre part, la Section centrale se faisant l'écho de doléances qui ont
déjà été exprimées à la Commission de l'armée, appelle l'attention de

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale sur la situation digne d'intérêt dans laquelle se trouvent les pharmaciens de l'armée. Dans le cadre de ceux-ci le nombre d'officiers supérieurs est limité à dix.

Il en résulte que d'anciens commandants ayant dépassé la cinquantaine se trouvent être chefs de service avec des adjoints plus jeunes qu'eux-mêmes, de vingt ans au moins et ayant le même grade militaire.

La seule autorité du chef de service, dans ces conditions, résulte de son ancienneté et de ses cheveux blancs. Cette situation, comparée à celle des médecins, constitue une injustice. En effet, si l'on consulte l'annuaire, on constate que le médecin né en 1870 est colonel alors que le pharmacien né en 1865 est lieutenant-colonel, sans autre espoir. Le médecin né en 1871 a le grade de lieutenant-colonel alors que le pharmacien de la même année est capitaine-commandant. Le médecin est major vers 45 ans alors que le plus jeune pharmacien de ce grade a 53 ans.

Le nombre d'officiers supérieurs est limité à dix, avec un seul colonel ayant le grade de pharmacien en chef, alors qu'il y a près de vingt places de chef de service. En admettant la subordination des pharmaciens vis-à-vis des médecins — au point de vue administratif — il serait tout à fait raisonnable que tous les pharmaciens chefs de service fussent officiers supérieurs, ce qui relèverait leur autorité vis-à-vis de leurs sous-ordres.

Presque tous les pharmaciens militaires sont actuellement capitaines-commandants avec quelques capitaines en second qui ne tarderont pas à être nommés commandants à leur tour.

En augmentation donc la proportion des officiers supérieurs dans le cadre pharmaceutique, un pharmacien en chef de service ne serait jamais moins que major, vis-à-vis du médecin, colonel ou tout au moins lieutenant-colonel : la hiérarchie serait donc respectée.

Dans le service médical le nombre d'officiers supérieurs est de 25 p. c. de l'effectif des gradés ; dans le cadre pharmaceutique il est à peine de 15 p. c. (10 sur un cadre total de 64).

Dans le corps médical il y a, en outre, trois généraux dont un porte le titre d'inspecteur général du service de santé de l'armée et dirige tout aussi bien le service pharmaceutique que le service médical.

Loin de nous la pensée de critiquer les avantages qui sont accordés aux médecins : nous voulons tout simplement faire ressortir la différence de traitement dans les deux branches sœurs de l'art de guérir.

Une réforme s'impose à bref délai si l'on ne veut pas jeter le découragement dans un corps d'officiers très méritants et qui n'a jamais marchandé son concours dans différentes circonstances et, entre autres, dans sa coopération presque gratuite à la délivrance des médicaments aux ouvriers des chemins de fer de l'État, de l'Administration de la Marine, etc.

ADMINISTRATION MILITAIRE.

QUESTION.

Art. 6, *littéra d.* — « L'Administration militaire n'a jamais été aussi » compliquée qu'actuellement. Le nombre de pièces à fournir par les uni-

» tés a grandi d'une façon incroyable. Le nombre de circulaires, suivies
» de circulaires correctives, puis d'autres modifiant les secondes qui voient
» le jour, prouvent qu'à certains moments l'incohérence fut grande dans
» l'Administration. Des mesures sont-elles prises pour simplifier la tâche
» administrative des commandants d'unités, actuellement rarement secon-
» dés par un comptable au courant de son métier et pour codifier en règle-
» ments les instructions éparses ?

» Des mesures sont-elles prises aussi : 1° pour assurer la reconstitution
» des collections de règlements militaires ; 2° pour reviser et remplacer ceux
» de ces règlements dont l'expérience de la guerre exige la suppression ou
» un remaniement profond ? »

RÉPONSE.

« Les modifications apportées à partir du 1^{er} octobre 1919 au mode de
» justifications des allocations et des prestations ont notablement diminué la
» besogne des commandants d'unités. Les rapports fournis par les hautes
» autorités militaires en témoignent.

» Les règlements administratifs sont en voie de revision ou de réim-
» pression.

» La codification des lois, arrêtés et instructions qui régissent l'armée
» constitue un travail considérable, mais qui sera poursuivi inlassablement
» jusqu'à arrivée à bonne fin. »

La section centrale estime également qu'il serait utile d'établir et de distri-
buer à tous les intéressés un *répertoire complet* de tous les règlements et
instructions de caractère général ou particulier aux armes et services actuel-
lement encore en vigueur. Toutes les dispositions non rappelées dans ce
recueil seraient automatiquement abrogées. On éviterait ainsi de voir exhumer
parfois une disposition datant de 1815 ou 1839 et perdue de vue depuis
longtemps.

LA QUESTION DES LANGUES.

Un autre point sur lequel la Section centrale attire très sérieusement
l'attention de Monsieur le Ministre de la Défense Nationale, c'est sur la tra-
duction en langue flamande des règlements militaires et des ordres de toute
nature.

Pour donner satisfaction aux légitimes revendications flamandes, il a été
créé auprès de diverses autorités militaires des emplois de traducteurs. Il a
également été créé un service de la traduction au Ministère de la Défense
Nationale.

Pris dans son ensemble le service de la traduction fonctionne *très mal*. Il
est actuellement une parodie de ce qu'il devrait être. Son existence, dans de
telles conditions, n'est nullement de nature à donner satisfaction aux
Flamands ; au contraire, il justifie bien des critiques.

Comment fonctionne actuellement le service de la traduction ?

Certains documents émanant du Ministère de la Défense nationale y sont
établis en français et en flamand. En principe, c'est bien ; nous reviendrons
plus loin à l'application.

D'autres documents émanant soit du Ministère, soit d'autres autorités parviennent aux destinataires établis seulement en français. Ceux-ci, alors, doivent en assurer la traduction, d'où il résulte que le même travail doit être répété autant de fois qu'il y a de destinataires. Il y a donc là un gaspillage d'efforts. De plus, comment sont choisis les traducteurs des corps de troupe? Quelle est la valeur de leur travail? Choisis, parfois au petit bonheur, parmi les gradés et soldats sachant *parler* flamand, ils n'ont aucune compétence de traducteur. Ils travaillent à grand renfort de dictionnaires de tout genre; leur travail n'est pas une traduction de linguiste — ce n'est même pas une version — c'est un thème de mauvais élève.

Prenez le même texte traduit par dix de ces traducteurs et vous serez parfois surpris des interprétations différentes que les soldats flamands peuvent donner aux communications qui leur sont faites.

Il importe que le principe suivant soit, désormais, la directive en ce qui concerne les traductions à l'armée :

Toute autorité militaire édictant une prescription ou donnant un ordre, autre qu'un commandement réglementaire et destiné à être porté, soit normalement, soit incidemment, à la connaissance de l'ensemble ou d'une partie de la troupe ou des gradés subalternes doit donner son ordre ou établir sa prescription en français et en flamand.

Cette autorité est personnellement responsable des deux textes établis.

De cette manière il y aura gain de temps, unité d'action, facilité d'exécution et renforcement de la discipline.

Revenons maintenant au service de traduction du Ministère de la Défense Nationale lui-même.

Comment ont été recrutés les traducteurs et quelle garantie offrent-ils en matière linguistique? Peu importe : nous les jugerons à l'œuvre.

Certains règlements traduits par les soins du Ministère de la Défense Nationale ne sont pas rédigés en flamand; ils sont rédigés en marollien ou en petit nègre! Il ne suffit pas de traduire « Règlement de gymnastique » par « Règlement van gymnastiek » et de répondre aux remarques faites à ce sujet par des plaisanteries incapables d'apaiser la question.

Le temps n'est plus aux railleries faciles sur ce sujet.

Un règlement, un ordre communiqué à la troupe doivent toujours être expliqués et commentés pour être bien compris, tant en français qu'en flamand. Les mots techniques de chaque branche de l'activité humaine ne sont généralement connus que par les spécialistes. L'armée est une école où le vocabulaire d'un Wallon comme celui d'un Flamand s'enrichit par la connaissance de domaines que leur activité avait ignorés jusque là. L'armée doit donc s'attacher à n'enseigner à ses élèves que des notions rigoureusement exactes. Un mot technique français ne se traduit pas en fabriquant un mot flamand nouveau par une juxtaposition plus ou moins réussie de quelques radicaux. Avant de créer un mot nouveau il faut consulter soigneusement le génie de la langue pour s'assurer qu'il n'en existe déjà pas convenant parfaitement. La création de mots nouveaux est du domaine exclusif des maîtres de la langue ; ce domaine doit être interdit à d'autres qu'eux.

La Section centrale désire qu'il soit porté remède aussi rapidement que possible aux lacunes existant dans les divers services de traduction relevant du Ministère de la Défense Nationale.

ACADÉMIE MILITAIRE.

La Section centrale avait demandé à M. le Ministre :

« *Littera F.* Sur quel poste sont payées les indemnités du personnel militaire des écoles des pupilles ? »

» Sur quel article sont payées les indemnités du personnel enseignant des C. I. S. L. A. ? »

M. le Ministre a répondu :

« Au moment de l'élaboration du budget aucune indemnité n'était prévue en faveur du personnel militaire des écoles des pupilles et des C. I. S. L. A. » Par arrêté ministériel du 11 février 1920, n° 10124, des indemnités ont été allouées à partir du 1^{er} janvier 1920, à l'inspecteur des écoles des pupilles, aux commandants et aux officiers des C. I. S. L. A. à Brasschaet et à Beverloo, à charge de l'article 10, *littera F.* du budget. (Dépenses générales des écoles : fera l'objet d'un amendement au budget de 1920.)

En ce qui concerne les professeurs civils de l'école militaire, la Section centrale a demandé à M. le Ministre de la Défense nationale s'il avait établi un projet de révision de leurs traitements.

M. le Ministre a répondu :

« En ce qui concerne les professeurs civils de l'école militaire, un projet de loi mettant leurs traitements à hauteur de ceux des professeurs d'université est actuellement soumis à l'examen de M. le Ministre des Finances. » Ce projet prévoit un effet de rétroactivité. »

La Section Centrale estime qu'il serait équitable de les assimiler définitivement aux professeurs de l'enseignement supérieur et de leur appliquer les dispositions d'avancement, de traitement et de supplément de traitement prises en faveur de ces derniers. Une loi ou un arrêté royal réglerait le mode d'avancement des professeurs à nommer dans l'avenir. Des mesures seraient prises pour régler la situation des professeurs actuels en tenant compte de leurs droits acquis, notamment en comptant leur ordinariat à partir de la date de leur nomination comme professeur civil.

LOGEMENT DE LA TROUPE.

Interrogé à ce sujet, M. le Ministre a répondu :

« A l'occasion des questions relatives au même objet, posées par M. le Sénateur Vilain XIII et M. le Représentant Pepin, des renseignements détaillés ont été donnés en ce qui concerne les effectifs à loger, le casernement existant au moment de l'armistice, l'état de ce casernement à cette époque, les besoins auxquels il a fallu et auxquels il faut encore répondre, les efforts faits jusqu'à présent. Ces renseignements ont fait l'objet des déclarations de mon prédécesseur en séance du Sénat du 9 juillet 1919. » (Voir *Annales*, p. 460.)

» Pour résumer, le casernement tel qu'il existait en 1914, même si les
» quatre années d'occupation allemande l'avaient maintenu intact, n'était
» pas suffisant pour assurer un logement confortable aux effectifs à caserner
» en Belgique, indépendamment des troupes de l'armée d'occupation des
» pays rhénans.

» Le casernement de 1914, du fait de l'occupation allemande, a perdu une
» notable partie de sa capacité de logement. Des travaux très importants ont dû
» être exécutés pour le remettre en bon état hygiénique d'habitabilité. En atten-
» dant, il a fallu recourir à l'usage de camps, baraquements et d'immeubles
» privés pour loger la troupe.

» Le casernement des troupes et services redeviendra normal à mesure de
» l'état d'avancement des travaux d'aménagement et d'appropriation des bâti-
» ments militaires existants et par des locations ou des achats d'immeubles nou-
» veaux et des constructions de casernes.

» A l'heure actuelle, on peut dire qu'en général le casernement répond suffi-
» samment aux nécessités et qu'il s'améliore de jour en jour.

» Nécessairement, il est encore resserré ; il a fallu avoir recours à une occupa-
» tion dense des bâtiments en tirant parti des combles habitables, supprimer les
» réfectoires et réduire au minimum indispensable les locaux affectés aux dépen-
» dances et services.

» Il convient de ne pas dissimuler l'importance des travaux qui restent à
» exécuter et les délais qui seront encore nécessaires pour arriver aux caserne-
» ments idéals du temps de paix.

» Il ne faut pas dissimuler non plus, étant donnée la cherté des matériaux et de
» la main-d'œuvre, les très grosses dépenses qui devront encore être engagées. »

QUESTIONS POSÉES A M. LE MINISTRE RELATIVEMENT A DIVERS ARTICLES DU BUDGET.

QUESTION.

« Quelle est actuellement la hauteur des approvisionnements en pro-
» jectiles des canons de 75 T. R. de notre artillerie de campagne ?

RÉPONSE.

» L'approvisionnement des canons de 75 T. R. est d'environ 2,000 coups
» par pièce, ce qui correspond à la dotation dite de 8 jours de feu, à raison
» de 250 coups par pièce et par journée. »

QUESTION.

ART. 2.

» Tout le tableau doit, sans doute, être remplacé par un amendement,
» tous les traitements ayant été majorés depuis la grève des fonction-
» naires. »

RÉPONSE.

- » Les sommes figurant à cet article doivent être revisées en tenant compte
» des nouveaux barèmes de traitements fixés par le Gouvernement.
» Un amendement sera déposé incessamment pour l'augmentation des
» crédits prévus précédemment. »

QUESTION.

ART. 8.

- « Sans doute, entièrement amendé par les revisions de traitements. »

RÉPONSE.

- « Même réponse que pour l'article 2 en ce qui concerne le personnel de
» l'Institut cartographique militaire. »

QUESTION.

ART. 10.

- « Même remarque que pour l'article 8. »

RÉPONSE.

- « Oui. Un projet d'amendement sera remis incessamment. »

QUESTION.

ART. 12.

- « Complètement inexact par suite de modifications dues aux revisions de
» traitements ou à des décisions prises par le Ministre de la Défense
» Nationale. »

RÉPONSE.

- « Un nouveau tableau tenant compte des augmentations de traitements
» accordées au personnel de l'école militaire sera joint aux prochaines propo-
» sitions d'amendements budgétaires. »

QUESTION.

ART. 14.

- « Inexact sans doute aussi. Même motif qu'à l'article 12. »

RÉPONSE.

- « Un nouveau tableau tenant compte de la revision des traitements et des
» modifications à la composition organique du personnel permanent de
» l'école de guerre sera joint aux prochaines propositions d'amendements
» budgétaires. »

QUESTION.

ART. 17.

« Inexact sans doute aussi. Même motif qu'à l'article 12. »

RÉPONSE.

« Un nouveau tableau tenant compte des augmentations de traitements »
» accordées au personnel du Musée royal de l'armée sera joint aux prochaines »
» propositions d'amendements budgétaires. »

QUESTION.

ART. 19.

« Inexact sans doute aussi. Même motif qu'à l'article 12. »

RÉPONSE.

« Un nouveau tableau tenant compte de la revision des traitements du »
» personnel et des modifications à la composition organique des établisse- »
» ments d'artillerie et parcs sera joint aux prochaines propositions d'amén- »
» dements budgétaires. »

QUESTION.

ART. 21.

« Inexact sans doute aussi. Même motif qu'à l'article 12 ? »

RÉPONSE.

« Les prévisions ont été établies en décembre 1919 en tenant compte du »
» barème en vigueur à cette époque et en tablant sur les effectifs organiques »
» de 1914.

» Ces effectifs ne sont pas atteints. Ils seront vraisemblablement complétés »
» en majeure partie, dans le courant de l'année 1920, au moyen d'éléments »
» tirés du personnel temporaire en fonctions, dont le salaire est prévu au »
» *littera b* de l'article 21.

» Dans un amendement prochainement présenté, il sera demandé une »
» majoration de 544,000 francs, soit de 33 p. c. environ, sur le total des »
» prévisions faites en décembre 1919 pour le personnel permanent.

» *Littera b.* — L'amendement qui sera prochainement déposé prévoira »
» une augmentation de un million pour les salaires des ouvriers et employés »
» des magasins et ateliers du service des bâtiments militaires. Cette aug- »
» mentation est due à la majoration des salaires depuis octobre 1919 et à la »
» substitution d'ouvriers civils aux ouvriers militaires ».

QUESTION.

ART. 23.

» Inexact comme les autres sans doute. Dans quelle mesure ?

RÉPONSE.

» Même réponse que pour l'article 19 en ce qui concerne les services techniques du génie.

QUESTION.

ART. 144.

» De quel matériel vont être dotées ces batteries ?

RÉPONSE.

» Il est prévu, en 1920, la mise en état du matériel suivant :

» 80 canons de 75 ACMA ;

» 80 canons de 77 allemand à transformer en 75 ;

» 80 obusiers de 105 A.

» Les munitions qui pourraient être constituées cette année pour ce matériel, sont prévues dans le projet d'amendement de l'article 206.

QUESTION.

» Où est prévue une dépense pour approvisionnements en munitions d'artillerie ?

RÉPONSE.

» Les munitions qui pourraient être constituées cette année pour ce matériel sont prévues dans le projet d'amendement de l'article 206. (Voir réponse à l'article 144).

QUESTION.

ARTICLE 199.

» Ces chiffres sont-ils encore exacts ?

RÉPONSE.

» Le crédit de 3,161,000 francs, demandé pour 1920 sera suffisant. Le nombre des employés temporaires, de plus leur salaire, a été relevé. Un amendement sera déposé concernant cet article.

QUESTION.

ARTICLE 200.

» Quels sont ces travaux supplémentaires ? Puisqu'il n'existe pas de travaux supplémentaires rétribués à la troupe ou dans les services, il me semble qu'il ne doit pas y en avoir à l'administration centrale.

» Dans un établissement d'instruction où il n'existe que deux professeurs
» alors qu'il en faudrait trois, les deux font la besogne et personne ne songe
» à leur payer les trois traitements. Dans une compagnie où il n'y a pas de
» sergent-major connaissant son métier, les gradés qui doivent suppléer à
» ces manques n'ont pas de gratification supplémentaire; il n'en faut donc
» pas non plus à l'Administration centrale où on a déjà l'avantage d'avoir
» des heures de travail bien fixées. »

RÉPONSE.

« Pendant la durée de la guerre, le personnel de l'Administration cen-
» trale n'a pas perçu de gratification parce qu'on estimait avec raison que,
» quel que fut le travail fourni, la situation ne pouvait cependant soutenir
» de comparaison avec celle du combattant.

» Mais, maintenant, les rôles sont renversés; on doit faire la liquidation
» de la guerre et refondre tout le statut militaire. Le département de la
» Défense Nationale se trouve en présence d'une tâche immense à accomplir
» et son personnel subit un véritable surmenage dont la fin ne s'aperçoit
» pas. Les chefs de service sont en permanence sous l'impression des préoc-
» cupations que créent leurs responsabilités.

» Les heures de travail bien définies sont souvent un leurre, car nom-
» breux est le personnel qui reste après la fermeture des bureaux pour
» terminer un travail urgent ou bien qui emporte ce travail à domicile.

» C'est en tenant compte de cette situation spéciale que des gratifications
» ont été octroyées aux officiers du département pour l'année 1919 en obser-
» vant des règles définies dans la note dont ci-joint copie. »

Dans une note datée du 19 février 1920, M. le Ministre de la Défense Natio-
nale, écrit à ce propos :

« J'approuve le principe d'une gratification pour l'année 1919, aux offi-
» ciers du Département de la Guerre, mais cette gratification doit avoir le
» caractère d'une récompense au mérite et non constituer une façon d'aug-
» menter les appointements de tous. —

» En conséquence :

» 1° Les services inférieurs à trois mois ne seront pas comptés ;

» 2° La gratification ne sera donnée qu'aux officiers qui se seront parti-
» culièrement distingués par leur zèle, leur dévouement, le travail accompli
» et les services rendus.

» Elle ne doit donc pas être donnée à tous, mais elle doit permettre au
» chef de marquer son entière satisfaction ou son peu de satisfaction ;

» 3° Les chiffres indiqués au barème doivent être considérés comme des
» maxima en dessous desquels on peut descendre pour marquer des degrés
» dans la satisfaction.

» *Le Ministre de la Défense Nationale,*

» P.-E. JANSON. »

QUESTION :

ART. 203.

« Sans doute plus conforme aux nécessités ? »

RÉPONSE.

« Même réponse que pour l'article 19 du budget ordinaire en ce qui concerne les dépenses extraordinaires se rapportant à l'armement, au charroi et au harnachement de l'armée. »

QUESTION :

ART. 221.

« Cette question si tristement célèbre, sera-t-elle liquidée de manière à dissiper tout malaise ? »

RÉPONSE.

« Des renseignements détaillés relatifs à cet objet figureront aux *Annales* » *Parlementaires*, en réponse à la même question posée par M. le sénateur » Dufrane. Il n'y a rien, dans cette affaire, qui puisse blesser la susceptibilité de qui que ce soit. »

Nous croyons utile de donner le texte de la question qui a été posée par M. le Sénateur Dufrane à M. le Ministre de la Défense Nationale à la date du 30 mars 1920, et la réponse qui y a été faite :

« Pendant l'occupation, un Comité dépendant du C. N. S. a fait des » avances aux familles de militaires qui n'avaient aucun droit à la rémunération de milice. Après l'armistice, le bénéfice de ces allocations fut étendu » aux familles résidant pendant la guerre hors de la Belgique occupée.

« Or, avant que cette décision ait été communiquée aux intéressés, certains officiers mieux renseignés ont demandé et obtenu dit-on la forte » somme du Comité qui siégeait rue de Livourne.

« Et c'est ainsi que l'encaisse fut assez rapidement épuisée, au grand » mécontentement de nombreux intéressés. D'où, plaintes et récriminations » qu'il importe de faire cesser, je pense, par un exposé officiel de la situation; » tel est le but de ma question.

« Si des allocations ont été touchées abusivement, il semble que la restitution s'impose; si tout a été régulièrement perçu, l'exposé que je sollicite » mettra la chose au point. »

RÉPONSE.

« Le 1^{er} février 1915 s'est constitué à Bruxelles, sous la dépendance du » Comité National, l'œuvre « Aide et Protection aux familles des officiers, » sous-officiers rengagés et gendarmes » dont le but était de mettre sous » forme de prêt à la disposition des familles de militaires qui ne touchaient

» pas de rémunération des secours leur permettant de vivre alors que le
» chef de famille se trouvait à l'armée et ne parvenait pas à envoyer de
» l'argent aux siens.

» Le Comité National désirait donc prêter à ces familles les sommes qu'il
» donnait au nom de l'État à toutes les autres familles de militaires comme
» rémunération.

» Un certain tarif a été fixé par l'œuvre, tenant compte de la différence de
» grade : gendarme, rengagé, caporal rengagé, sous officier, sous-lieutenant,
» lieutenant, capitaine ou capitaine-commandant, officier supérieur ou gé-
» néral.

» Ce système a fonctionné pendant toute l'occupation. Au début, les
» familles de militaires ayant encore des ressources, ne faisaient pas appel au
» Comité; mais la guerre se prolongeant, le nombre de familles dans le
» besoin s'accrut régulièrement et vers la fin de la guerre, la plupart d'entre
» elles recevaient des subsides de l'œuvre « Aide et Protection ».

» Après l'armistice, le Comité National avait distribué, sous forme de prêts,
» environ 20 millions dont 13 aux familles d'officiers et 7 aux familles de
» militaires subalternes. Il a estimé qu'en réclamant le remboursement de
» ces sommes, il amènerait la ruine de beaucoup de ménages, et comme le
» C. N. disposait de fonds considérables, résultat de sa gestion, fonds qu'il
» estimait lui appartenir, il a décidé non seulement de ne pas demander le
» remboursement de ces sommes, mais d'allouer par équité des sommes
» semblables à toutes les familles d'officiers et de sous-officiers auxquelles il
» les avait refusées pendant la guerre. Bientôt les délégués du C. N. ont
» même estimé que les familles qui avaient émigré en France et en Angleterre,
» méritaient des avantages semblables.

» Ces décisions prises par les délégués du C. N. ont été communiquées au
» Ministre de la Guerre qui, par une circulaire faite d'accord avec ces délé-
» gués, en avertit les intéressés.

» Les demandes peu nombreuses au début, avaient été satisfaites, d'après
» les données du tarif du comité, jusqu'à concurrence de deux millions envi-
» ron. Mais bientôt il s'est produit un tel afflux de demandes que le comité a
» compris qu'il faudrait une cinquantaine de millions pour réaliser les pro-
» messes faites.

» En même temps, le Comité National remettait ses comptes au Gouver-
» nement, et le Ministre des Finances, mis au courant de ces promesses du
» Comité « Aide et Protection », faisait cesser tout paiement, estimant que le
» Trésor public ne pouvait assumer de pareilles charges.

» Des entrevues eurent lieu alors entre le Comité National, le Ministre de
» la Guerre et le Ministre des Finances pour régler cette question, et il fut
» décidé que la somme totale qui pouvait être distraite des bénéfices du
» Comité National, en vue de satisfaire à ces promesses faites, ne pouvait
» dépasser 40 millions, somme sur laquelle 22 millions étaient déjà engagés
» par le Comité National pendant l'occupation.

» A partir de ce moment, le Comité « Aide et Protection » se trouvait dans
» une situation difficile, d'une part incapable de tenir ses promesses et d'au-

» tre part, harcelé de demandes des familles de militaires espérant, comme
» suite à la circulaire ministérielle, recevoir une rémunération semblable à
» celle allouée pendant la guerre aux familles restées au pays.

» En fait, jusqu'à ce moment, le Département de la Guerre n'avait aucune
» responsabilité dans tous ces événements, mais il était si fréquemment visé
» que le Ministre décida de chercher une solution pour sortir de cette
» impasse.

» A la suite de pourparlers entre les membres du Comité et un délégué de
» la Guerre, un communiqué de presse parut, fixant la décision prise de
» commun accord par le Comité et le Ministre de la Guerre.

» Elle consistait à respecter le droit des militaires subalternes d'après le
» tarif appliqué pendant l'occupation en réduisant de 20 p. c. les allocations
» des familles ayant vécu à l'étranger et à répartir l'excédent entre les
» familles des officiers au prorata du tarif du Comité National, réduit pro-
» portionnellement aux crédits laissés à la disposition du Comité.

» Cette décision nécessitait les opérations successives suivantes :

» 1° Vérification des dossiers de tous les militaires subalternes, en tenant
» compte des allocations qu'ils auraient dû recevoir comme réfugiés à
» l'étranger et établissement de tous les mandats permettant de liquider
» cette première dette.

» Établissement de tous les dossiers des familles d'officiers, en tenant
» compte du tarif du Comité National, du grade de l'officier le 1^{er} février 1915,
» et du nombre de mois de présence sous les drapeaux comme officier.

» 3° Après avoir additionné les sommes nécessaires au paiement des allo-
» cations d'après le tarif et constaté l'excédent disponible après paiement
» des sommes établies par le 1^{er}, fixer le coefficient de réduction à appliquer
» aux familles d'officiers qui n'ont pas encore touché d'allocation et leur
» mandater la somme réduite à laquelle elles ont droit ;

» 4° Faire savoir à toutes les familles d'officiers qui ont déjà touché, que
» leurs allocations ont été trop élevées et les inviter à rembourser au Comité
» la différence entre la somme reçue et la somme touchée par leurs collègues
» de l'armée au même grade ;

» 5° Avec tous les fonds recueillis par cette restitution, créer un fonds
» nouveau qui sera réparti comme solde, entre toutes les familles d'officiers
» au prorata de leurs droits fixés par le taux initial du C. N.

» La première opération est en cours et sera terminée dans deux mois
» environ. Il restera alors entre les mains du Comité environ 2 millions
» pour payer aux 3,000 ménages d'officiers une somme qui devrait s'élever
» d'après le taux réduit à 14 millions.

» Une demande de crédit supplémentaire a été déposée aux Chambres
» pour liquider cette situation.

» Les allocations touchées après l'armistice par 284 familles d'officiers ne
» l'ont pas été abusivement.

» Ces familles avaient le droit de croire, à la suite de la dépêche
» du 14-12-19, 1^{er} D. G., n° C. D. G. que le Comité National disposait des
» fonds voulus pour payer intégralement à chacun des ayants-droit les
» sommes prévues.

» Ces familles savent qu'elles auront à rendre ce qu'elles ont touché en trop. Certaines familles l'ont déjà fait partiellement.

» La restitution définitive à faire ne pourra être fixée que quand les trois premières opérations auront été effectuées et que l'on connaîtra la décision des Chambres et du Sénat au sujet de la demande de crédit supplémentaire. »

QUESTION :

A quelle somme s'élèvent depuis l'armistice, les frais de l'armée d'occupation ?

RÉPONSE.

Ces frais s'élèvent à :

1° Période depuis l'armistice au 30 septembre 1919, fr.	204,958,156.50
2° Quatrième trimestre 1919. (Ce montant est approximatif, la revision des prix forfaitaires est en cours) . fr.	38,606,282.50
3° Estimation pour le premier trimestre 1920 . . .	23,955,750.00
Total . . . fr.	264,497,188.00

IMPORTANCE DU BUDGET.

Comme on l'a vu plus avant, un grand nombre de chiffres du budget tel qu'il a été déposé devront être majorés.

Et pourtant, la dépense prévue au budget s'élève déjà à un total de 513,223,300 francs, soit une somme supérieure au montant global des dépenses ordinaires de tous les départements civils, sauf un, — celui des chemins de fer, postes, télégraphes et marine, — qui ne s'élève qu'à 504 millions 936,477 francs.

Les sommes figurant au même budget de la guerre pour 1914 n'étaient que de 89,912,228 francs; or, ainsi qu'on vient de le lire, les sommes prévues pour 1920 atteignent 513,223,300 francs, soit plus de cinq fois les chiffres de 1914.

Dans son remarquable rapport sur le budget général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1920, M. Houtart écrit à cet égard et la Section centrale, tout entière, applaudit à ce langage viril :

» Deux coefficients concourent à ce résultat : celui de l'augmentation de l'effectif qui, de 60,000 hommes, s'est élevé à 100,000 et celui du prix des choses nécessaires au soldat. Cette dernière cause apparaît clairement par l'addition des trois chiffres suivants :

» Nourriture des troupes. Fourrages . fr.	160,885,000
» Service de couchage	14,150,000
» Habillement des troupes	123,087,000
Total. . fr.	298,122,000

» L'immense ménage que forme l'armée nationale voit ses frais augmenter
» dans la même proportion que le moindre budget domestique et c'est de
» l'amélioration des conditions économiques seule que pourrait résulter une
» réduction de ces chiffres. Il n'en est pas moins opportun, au lendemain
» d'une longue guerre, de contrôler soigneusement les dépenses militaires ;
» l'intérêt bien compris de l'armée n'en sera que mieux servi.

» Au surplus, le poids de ce budget ne retombe pas entièrement sur les
» ressources ordinaires. Le remboursement par l'Allemagne des frais des
» troupes belges d'occupation allège d'une somme de 95 millions inscrite,
» comme recette exceptionnelle, à l'article 69 des Voies et Moyens.

» La coopération militaire de la Belgique n'est pas moins nécessaire à
» l'œuvre de la paix qu'elle ne le fut à l'œuvre de la guerre libératrice. Nous
» aurons l'occasion, au cours de ce rapport, de souligner l'importance déci-
» sive qui s'attache, pour l'avenir de ce pays, à l'exécution du Traité de
» Versailles.

» Aux côtés de la France dont le sort est lié, comme le nôtre, à l'équitable
» réparation, la Belgique doit être en mesure d'assurer le respect des condi-
» tions de paix ».

Désormais, la Belgique a cessé d'être neutre et est maîtresse de ses des-
tinées. Par l'attitude fière et énergique qu'elle vient de prendre à côté de la
France, sa noble alliée, elle a montré qu'elle était digne de son nouveau
statut et qu'elle entend faire respecter ses droits.

CONCLUSION.

Le projet de budget qui fait l'objet du rapport ci-dessus a été accueilli
favorablement, par l'unanimité des membres de la section centrale. Au nom
de celle-ci nous demandons à la Chambre d'y accorder son approbation.

Le Rapporteur,

ADOLPHE BUYL.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

(36)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 (1).

Tabel XII : Landsverdediging.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BUYL.

MIJNE HEEREN,

Deze Begrooting werd in al de Afdeelingen aangenomen. Achtereenvolgens zullen wij de aanmerkingen nagaan, waartoe zij aanleiding gaf, en er de overwegingen bijvoegen, die ons door het onderzoek daarvan werden ingegeven.

INRICHTING VAN HET LEGER OP VREDESVOET.

De tweede Afdeeling bracht den wensch uit, dat het herinrichtingswerk van het leger zou bespoedigd worden. Op hare beurt heeft de Middenafdeeling den Minister van Landsverdediging gevraagd, in kennis te worden gesteld met de inrichting van het leger op vredesvoet.

De Minister heeft geantwoord : « Het ontwerp tot inrichting van het leger op vredesvoet wordt opgemaakt en zal eerlang klaar zijn. »

INRICHTING VAN HET LEGER OP OORLOGSVOET.

De internationale toestand is verre van goed ; de vrede is alles behalve eene zekerheid. De Middenafdeeling wenschte dus te weten in welke voor-

(1) Begrooting, n^o 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Mechelynck, Bertrand en Tibbaut, ondervoorzitters, Bologne, Buyl, Carlier, de Kerchove d'Exaerde, de Selys Longchamps, de Wouters d'Œplinter, Drèze, Hallet, Houtart, Huysmans, Pepin, Poncelet, Pussemier, Soudan, Van de Vyvere, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

waarden de mobielmaking van het leger, dat wil zeggen zijn snelle en gemakkelijke overgang van den vredes- tot den oorlogsvoet, thans en in de eerstkomende jaren zou en zal kunnen geschieden.

De Minister heeft geantwoord :

« 1^o Het mobilisatieplan van het leger maakt het voorwerp uit van onder-richtingen, aan de hogere legeroversten gegeven; de onderrichtingen van algemeenen aard werden in eene vertrouwelijke brochure vereenigd, getiteld : *Voorloopige onderrichting tot regeling van de mobilisatie van het leger en van zijnen overgang van den normalen tot den versterkten vredesvoet.*

« 2^o Eene vertrouwelijke brochure vermeldt de voorloopige samenstelling van het veldleger op 1 Maart 1920.

« Deze inrichting kan gewijzigd worden en daarbij kunnen de bijkomende hulpmiddelen, in manschappen geleverd door de militiewetten, benuttigd worden naar gelang deze wetten hunne uitwerking krijgen. »

VERDEDIGINGSPLAN VAN BELGIË.

Zonder inbreuk te willen maken op de bevoegdheden van het legerbevel, wenschte de Middenafdeeling nochtans eenige algemeene toelichtingen te bekomen aangaande de plannen tot verdediging van België in de verscheidene mogelijke onderstellingen.

Aangezien tabel XVII, buitengewone oorlogsuitgaven, artikel 208, namelijk het groote onderhoud, de herstelling en de vernieuwing van bestendige en gemengde verdedigingswerken voorziet, zoo meende de Middenafdeeling dat het Parlement diende te weten wat de Regeering van plan is met de stellingen Luik, Namen en Antwerpen, die steeds officieel bestaan, voorzien zijn van hare bestuurlijke diensten (Commando's, staven), doch bijna niet bestaan in defensief opzicht ten gevolge van de vernietiging van sommige werken en de geheele ontwapening van tal van andere.

De oorlog bracht een kentering teweeg in de beginselen, die aan de inrichting van de verdediging der Staten ten grondslag dienden, ofwel heeft hij, ten minste, op afdoende wijze sommige gedachten weerlegd, welke, ofschoon door bevoegde meesters veroordeeld, toch vóór 1914, om verschillende redenen, talrijke en verstokte aanhangers vonden.

Zoo de verdediging van België nog steunt op bestendige en gemengde versterkte stellingen, oude of nieuwe, dan dient men te weten welke die zijn, en alles in het werk te stellen om hen op de hoogte van hunne taak te brengen. Indien de verdedigingsplannen sommige werken niet meer benuttigen, dan behoeft men na te gaan hoe men ze op meer oordeelkundige wijze zal benuttigen. Het zij nogmaals gezegd, het Parlement moet kennis krijgen van voorstellen, welke de Minister van Landsverdediging hieromtrent te doen heeft.

De Middenafdeeling is ook van meening dat de Minister van Landsverdediging in de Kamer zou moeten uiteenzetten op welke beginselen de inrichting van de basis en van de voortbrengingscentrums onzer legers voortaan

zal steunen. Vóór den oorlog reeds konden wij de aandacht van het Parlement vestigen op de noodzakelijkheid, niet meer van een enkele naburige macht af te hangen, wat de levering van zeker materieel betreft. Deze opmerking mag wel herhaald worden, want men zal er moeten aan denken, telkens als een wapen, een gereedschap, eene springstof of eenig ander stuk wordt aangenomen, dat wij, in oorlogstijd, de grondstoffen moeten kunnen betrekken, die tot de vervaardiging daarvan vereischt zijn, en het zelfs in toereikende mate moeten kunnen doen vervaardigen door de gewone nijverheid van om het even welken nabuur.

DUUR VAN DEN DIENSTTIJD.

In de Afdeelingen hebben leden den wensch uitgedrukt, dat de werkzaamheden betreffende de bepaling van den duur van den dienstdienst zouden spoedig voortgezet worden.

Dat is een vraagstuk van hoofdzakelijk belang; het zal een rechtstreekschen invloed hebben op 's Lands herstelling; grootendeels zal het ontzag voor onze onafhankelijkheid ervan afhangen. Daaruit blijkt dat men moet nalaten, dit vraagstuk op te lossen alvorens al de zijden daarvan te hebben onderzocht, al de bevoegde personen op militair, economisch, financieel, politiek en diplomatiek gebied te hebben geraadpleegd, het belang van elk dezer factoren te hebben bepaald. Doch de zwaarwichtigheid zelve van het vraagstuk vergt dat men eerlang tot eene beslissing kome.

De Middenafdeeling wenscht dus dat de Minister van Landsverdediging den termijn zou bepalen voor het voltrekken van de verscheidene voorafgaande werken en aan het Parlement zou doen kennen omtrent welk tijdstip hij hoopt zijn ontwerp tot inrichting van den militairen dienst in te dienen.

BEWAPENING EN UITRUSTING VAN HET LEGER.

In de Afdeelingen werd door een lid gewezen op de gebreken van het leger, wat betreft de bewapening en de uitrusting.

Wij herhalen dat het onderzoek van dit vraagstuk niet langer mag worden verdaagd. Het leger is in volle herinrichting. Het is teruggekomen met een veel lagere getalsterkte dan die voorzien voor latere mobilisatiën. In den loop van de eerstkomende jaren zal de Staat dus al het materieel moeten aanschaffen, dat strookt met deze verhooging der getalsterkte in oorlogstijd. Bestaan er thans nog in onze militaire uitrusting enkele oude typen, dan is het oogenblik gekomen om die buiten dienst te stellen of door meer moderne te vervangen, en tevens om de oude modellen te benuttigen voor andere doeleinden meer strookende met hunne hoedanigheden en meer vereenigbaar met hunne gebreken.

Het geweer in gebruik bij de infanterie is lang geen modern wapen, ofschoon het nog genoeg hoedanigheden bezit, opdat zijne vervanging tijdens den oorlog kon vermeden worden, wat weinig vereenigbaar was met de

ontzaglijke behoeften, waarin de Metaalnijverheid van de Entente moest voorzien. Maar aan zijne vervanging werd reeds vóór den oorlog gedacht. De geweren, die den oorlog hebben meegemaakt, zijn deërlijk gehavend; hunne herstelling om er nieuwe van te maken, zal menige vervanging noodig maken. Er blijft soms weinig over van het oude wapen. De soldaten eener zelfde compagnie zijn daarbij gewapend, de eenen, met den Belgischen Mauser, de anderen, met het Lebelgeweer, wat geen gemak noch voordeel is, behalve voor den vijand, wanneer de schietvoorraad uitgeput raakt.

Indien de Minister, in beginsel, acht dat de infanterie van het veldleger niet met een zelfde nieuw geweer dient te worden gewapend, dan toch dient hij niet uit het oog te verliezen dat zijne beslissing de toekomst streng verbinden zal.

Hetzelfde kan worden gezegd van het snelvurend 7^{cm} materieel van onze veldartillerie. De toestand is er echter nog minder goed.

Terwijl het belang van het snelvuurgeweer fel verminderde door de invoering van zelflaadwapenen, werd het belang van het lichte veldkanon niet verminderd door de massa-benuttiging der zware artillerie. Zijn arbeidsveld werd beperkt, maar het blijft uitgestrekt en het is steeds daarvan dat de infanterist op het oogenblik van het gevaar het wrekend gehuil verwacht.

Nu, het materieel, dat thans in gebruik is, is dit van 1914, hetwelk tijdens den oorlog werd hersteld. Het is oud, veel ouder dan uit zijn geboorteakte blijken kan, want het gelijkaardig Fransch en Duitsch materieel is veel beter. Eene vergelijking tusschen beide is niet mogelijk. Dit staat overigens zoo vast dat, tijdens den oorlog, een nieuw materieel te Le Havre werd ontworpen en aangemaakt. Geleidelijk moest het in de plaats van het gebezigde materieel komen. Het offensief in Vlaanderen, dat het einde van den oorlog bespoedigde, belette dat dit materieel op het slagveld zijn rol kon spelen.

Anderzijds bevond België zich, na den vrede, voor een veel grooter Duitsch materieel dan voor werkelijke herstellingen. In onzen oorlogsbuit zijn er vele zeer moderne vuurmonden. Stukken lichte artillerie die meer modern zijn dan de onzen, stukken zware artillerie waarvan wij er niet te veel bezitten, beweegbare stukken luchtweerartillerie waarvan wij slechts al te weinig eenheden bezitten, stukken kustartillerie waarvan wij er hoegenaamd geen bezitten.

De Middenafdeeling wenscht de tegenwoordige bestemming van dit materieel te kennen en tevens te weten of de Minister van Landsverdediging eraan gedacht heeft na te gaan of hij de Belgische artillerie niet goedkoop zou kunnen verbeteren en aanvullen door een deel van dit materieel te bezigen. Niemand moge vergeten dat het besparen van een weinig materieel gelijkstaat met het verspillen van vele menschenlevens. Dat heeft de oorlog bewezen.

Een ernstige vraag rijst op, wat betreft den voorraad aan munitie van allen aard: welke is de waarde van de verscheidene springstoffen die voor-

komen in de samenstelling van de onderscheidene voorraden van het Belgische leger?

Vóór den oorlog, werden de springstoffen van allerlei aard door vakmannen vervaardigd onder streng toezicht. Het nagestreefde doel was lange bewaring. Ook waren de proeven bij de aanneming uiterst streng en, ondanks de draconische voorschriften betreffende de berging, bewaking en behandeling der springstoffen, waren de ongevallen, waarbij menschenlevens te betreuren waren, betrekkelijk talrijk.

Ongetwijfeld bezit ons leger groote hoeveelheden oorlogsvoorraad, die het tijdens het jongste offensief niet heeft uitgeput. Misschien bezit het ook wel buitgemaakte voorraden.

Deze springstoffen zijn echter « oorlogsgoed » m. a. w. vervaardigd onder zoodanige omstandigheden dat men niet zelden met de strenge voorschriften en de hoedanigheid der producten geen rekening kon houden, want het nooit bereikte doel was eene steeds meer intensieve voortbrenging met grondstoffen van allerlei slag, in plaats van grondstoffen van eerste gehalte!

Over 't algemeen geschiedde de berging in strijd met al de reglementaire voorschriften in vrede-tijd; het snelle verbruik belette de ongevallen, welke aan deze talrijke oorzaken te wijzen waren. Thans echter is de toestand heel anders. Iedereen herinnert zich de ontroering die, het vorig jaar, de ontploffingen van Duitschen schietvoorraad teweegbrachten. Het feit, dat de diensten tot terugkrijging de springstoffen konden bijeenbrengen en vernietigen, die over het geheele land verspreid waren, met een minimum ernstige ongevallen, heeft bovenmenschenlijke inspanning gekost. Weldra zullen de buitgemaakte springstoffen tot het verleden behooren. Er zullen enkel overblijven de geborgen springstoffen, dus bestemd om door den troep te worden gebezigd.

De Middenafdeeling stelde er belang in, te weten welken waarborg van bewaring de thans geborgen springstoffen opleveren en welke veiligheid hun gebruik voor de toekomst geeft.

Daarom heeft zij tot den Minister eene reeks vragen gericht die wij hierna laten volgen met de antwoorden:

EERSTE VRAAG.

« Welk is de staat van bewaring van deze projectielen, welke waarborgen » van duurzaamheid en welke betrouwbaarheid bij het gebruik leveren zij op » uit hoofde van de tegenwoordige bestendigheid der springstoffen, die tot » hunne vervaardiging dienden? »

ANTWOORD.

« De staat van bewaring der munitie is over 't algemeen voldoende in » onmiddellijk opzicht. Het kruit en de springstoffen, tijdens den oorlog » vervaardigd, bezitten over 't algemeen niet de bestendigheid van de » gelijkaardige producten, in vrede-tijd vervaardigd. Het rookzwak kruit, » dat de drijfkrachtige lading uitmaakt, is vatbaar voor eene snellere ont-

» binding, zoodat het tijdstip, waarop zijne duurzaamheid zal ophouden de
» noodige waarborgen op te leveren, vervroegd wordt.

» Deze toestand is niet zoo nabij dat wij er ons voor 't oogenblik behoeven
» om te bekommeren. Onze technische diensten houden aandachtig toezicht
» op dit gedeelte van de munitie om de bedorven ladingen op tijd en stond
» te vervangen en buiten dienst te stellen.

» De inwendige lading der projectielen is slechts vatbaar voor gevaarlijke
» verandering, waar het betreft een zekere soort bijzondere projectielen —
» projectielen met giftgassen — welke, zooals besloten werd, eerlang buiten
» dienst zullen gesteld worden, doch die slechts voor een betrekkelijk klein
» gedeelte in den algemeenen voorraad voorkomen.

« Bij de springgranaten, die het bijzonderste gedeelte van onze voorraden
» uitmaken, zal de verandering van hunne inwendige lading, voortspruitende
» uit de betrekkelijke onzuiverheid van de bestanddeelen, niet ten gevolge
» hebben, hunne bewaring gevaarlijk te maken, doch hunne springkracht
» te verminderen. Daarom moeten wij, niet dadelijk bezorgd zijn en onze
» technische diensten zullen tijd genoeg hebben om de door dezen toestand
» gevergde maatregelen te nemen. »

VRAAG 2.

« *Hoeveel snelvurende veldkanonnen van 7⁵ bezit thans ons veldleger ?* »

ANTWOORD.

« Het getal snelvurende veldkanonnen van 7⁵, thans in dienst, bedraagt 384. »

VRAAG 3.

« *Welk is de betrekkelijke waarde van dit artilleriemateriel, vergeleken bij
» het materieel van 75 mm. en het verlengde 7⁷, onderscheidenlijk in dienst
» op het einde van den oorlog bij de Fransche en Duitsche legers ?* »

ANTWOORD.

« Het Fransche leger heeft op het einde van den oorlog geen nieuw mate-
» rieel van 75 mm. in dienst gesteld. Het heeft den geheelen veldtocht met
» zijn eerste materieel medegemaakt.

» Het Fransche materieel van 75 mm. en onze snelvurende 7⁵ zijn merke-
» lijk dezelfde op de gemiddelde en korte schootverheid. De aanvangs-
» snelheid van het Fransche kanon is wat hooger dan die van het onze, zoo-
» dat de grootste schootsverheid 6,500 meter en met ons materieel slechts
» 5,600 meter bedraagt.

» De Duitschers hebben, in 1916, een materieel in dienst gesteld, waar-
» mede 10 kilometer kunnen bereikt worden : het is het verlengde kanon
» van 77 mm. model 1916. De vuurmond is, met het oog op de balistiek,
» niet beter dan het Fransche kanon van 75 mm., doch de affuit van het
» Deutsche kanon is derwijze gebouwd dat men onder grootere hoeken kan
» ontvuren.

» Uitgaande van dit beginsel, hebben de ingenieurs van de A. C. M. A.,
 » tijdens den oorlog, den bouw onderzocht van een stuk, zijnde de aanpas-
 » sing van een Fransch kanon op een affuit van Duitsche herkomst, die aan
 » België vóór den oorlog was aangeboden door de firma Krupp, met het oog
 » op de proef met een houwitser van 105. Gezegde affuit werd natuurlijk
 » gewijzigd om deze aanpassing mogelijk te maken. Dit materieel werd het
 » zoogenaamde 7 c. 5 A. C. M. A., dat tot 11,000 meter dragen kan.

» In beginsel werd dit materieel aangenomen; eene eerste batterij werd
 » bewapend met vier stukken, geheel vervaardigd door de A. C. M. A.
 » die eene bestelling ontvingen van 50 nieuwe stukken, met welker ver-
 » vaardiging men bezig was op het oogenblik van den wapenstillstand en
 » de sluiting van de werkplaatsen te Le Havre.

» Het kanon van 7 c. 5 A. C. M. A. is dus dezelfde vuurmond als het
 » Fransche 75 mm. veldkanon en verbruikt dezelfde munitie; enkel het
 » sluitstuk verschilt: de type « met een spie » van onze snelvurende
 » 7 c. 5 kanonnen, waarmede onze kanonniers vertrouwd zijn, werd behou-
 » den. Het doet overigens niet onder voor het Fransche stuk.

» De uitvoering van de bestelling van 30 soortgelijke stukken werd door
 » de Geschutgieterij overgenomen en zal principieel in den loop van 1920
 » moeten klaar zijn. »

VRAAG 4.

» *Hoeveel Duitsche stukken van 7 c. 7, mod. 1917, in goeden staat, bezat*
 » *België, bij den wapenstillstand, als aandeel in den oorlogsbuit?* »

ANTWOORD.

» Het getal Duitsche stukken van 7 c. 7, scijubaar in goeden staat en voor-
 » komende in den oorlogsbuit, bedraagt ongeveer 200. Er werd besloten,
 » voor de behoeften van het leger voor te behouden de 160, die het best
 » bewaard bleven.

« Aanvankelijk moesten deze vuurmonden in hunnen gewonen staat
 » dienen voor de bewapening der versterkte stellingen.

» Een andere bestemming wordt thans overwogen: eene proef zal geno-
 » men worden om uit te maken of het niet voordeelig zou zijn, onze veld-
 » artillerie te begiftigen met dit Duitsche materieel, mits men het van een
 » nieuwen kern voorziet, zoodat de Fransche munitie kan worden verschoten
 » evenals met de kanonnen van 7 c. 5 A. C. M. A. Te dien einde zullen
 » 12 stukken worden gewijzigd derwijze dat zij dit jaar kunnen dienen tot
 » bewapening van een veldgroep, die dan vergelijkende proeven kan nemen
 » met het A. C. M. A. materieel.

» Vervolgens zullen, zoo de proefnemingen slagen, 68 andere stukken
 » van de verlengde 7 c. 7 gewijzigd worden tot bewapening van eene
 » 5° groep veldkanons voor de 2° J. D. van elke L. D. (met eene reserve
 » van 8 stukken).

» Men voorziet dat elk materieel, dit van A. C. M. A. en het Duitsche,
 » zeer gelijkaardige eigenschappen zal hebben. »

VRAAG 5.

« *Welk is het thans vastgestelde programma voor het gebruik, tot om het*
 » *even welk doeleinde, van het hedendaagsche artilleriematerieel dat België*
 » *oorlogsbuit uitmaakt?* »

ANTWOORD.

« De vraagstukken betreffende het hedendaagsch artilleriematerieel, dat
 » onzen oorlogsbuit uitmaakt, worden thans onderzocht. Deze vraagstukken
 » zijn veelzijdig, vooral uit hoofde van de talrijke zaken, die dienen te worden
 » opgelost voor het samenstellen van den munitievoorraad. In den oorlogs-
 » buit is, weliswaar, ook begrepen veel schietvoorraad, doch deze is zeer
 » onvolledig en van verschillenden aard en de herstelling, alsmede de aan-
 » vulling daarvan zullen veel arbeid en hoge kosten vergen.

» Wat er ook van zij, het getal vuurmonden, dat men in beginsel besloten
 » heeft te behouden en opnieuw bruikbaar te maken, bedraagt :

- » 10 afweerkanonnen van 8^c.8;
- » 160 verlengde kanonnen van 7^c.7;
- » 220 houwitsers van 105;
- » 30 kanonnen van 105 lang;
- » 110 houwitsers van 130;
- » 12 kanonnen van 150;
- » 15 mortieren van 210;
- » 2 kanonnen van 170;
- » 2 — van 240;
- » 2 — van 280;
- » 1 kanon van 380;
- » 80 middelmatige minenwerfers;
- » 15 zware — ;
- » 100 lichte — .

» Het kustmaterieel wordt nog onderzocht om te bepalen wat daarmee
 » nog zou kunnen gedaan worden.

» De geschutgieterij heeft, op eigen hand, de herstelling van lichte minen-
 » werfers van 76 millimeter ondernomen.

» Buiten wat hooger gezegd werd voor het materieel van 7^c.7, heeft deze
 » inrichting onderrichtingen ontvangen om weer bruikbaar te maken, als
 » minimum-programma voor 1920, 80 houwitsers van 105 bestemd om een
 » groep te bewapenen van elke I. D. van elke L. D. (met eene reserve van
 » 8 stukken).

» Om het materieel van zwaar kaliber opnieuw bruikbaar te maken, zal
 » de geschutgieterij een beroep doen op de private nijverheid, zoodra deze
 » zal uitgerust zijn om bijzondere werken aan te nemen, zooals het ver-
 » nieuwen van den kern. »

VRAAG 6.

« *Welk deel van dit programma werd reeds uitgevoerd? Welk is, bij voor-*

- » *komend geval, de betrekkelijke waarde van het uitgevoerde gedeelte in ver-*
 » *houding tot het nog uit te voeren gedeelte ?*

ANTWOORD.

» De geschutgieterij, die van hare uitrusting geheel beroofd werd door
 » den vijand, heeft zich, in den loop van 1919, in de eerste plaats moeten
 » bezighouden met het herinrichten van hare uitrusting door middel van
 » het materieel voortkomende van de artillerie-inrichtingen van Le Havre ;
 » tevens moest zij de talrijke herstellingen uitvoeren, noodig om het gebe-
 » zigde materieel, dat natuurlijk door den langen veldtocht erg versleten
 » was, opnieuw bruikbaar te maken.

« De werken tot herstelling van den Duitschen buit konden slechts
 » onlangs worden aangevangen.

» Hooger heb ik het minimumprogramma voor dit jaar aangeduid. Van
 » nu af werden een zeker getal lichte minnenwerfer (36) weer bruikbaar
 » gemaakt en zullen aan de eenheden kunnen worden afgeleverd, die dezelve
 » voor hunne bewapening noodig hebben.

« Het is moeilijk het totaal der uitgaven te ramen, die het in dienst stel-
 » len van het voorbehouden materieel zal vergen. Het bezwaar vloeit voort
 » uit het feit, dat het niet mogelijk zal zijn den omvang van de noodige
 » werken te bepalen zonder een grondig onderzoek van bedoeld materieel ;
 » dit is slechts mogelijk naarmate dit laatste in de werkhuizen aankomt,
 » waar het grondig moet worden onderzocht.

• De schommelingen van den marktprijs der grondstoffen en van den
 » handenarbeid maken bovendien elke voorspelling op langen termijn
 » minder betrouwbaar.

» Wat er ook van zij, men mag rekenen dat het bruikbaar maken van
 » gezegd materieel ten minste vijf jaar zal duren.

» De begrooting, voor dit jaar voorzien, werd op 6 miljoen gebracht. »

MILITAIR VliegWEZEN.

De toestand van het militair vliegwezen heeft ook de aandacht van de Mid-
 denafdeeling gaande gemaakt. Wordt er materieel bedorven door ruw weer
 en gemis van zorg, wellicht ; maar ongetwijfeld waren zij, die belast waren
 met de bewaring van dit materieel, verstoken van al hunne medewerkers
 door eene demobilisatie, die geschiedde zonder een tegenwicht van voordee-
 len bestemd om het lager kader terug te houden. Het is noodig, en de Mid-
 denafdeeling wenscht dat al wat nog bestaat aan vliegtuigen, motoren,
 loodsen in goeden staat of herstelbaar, opnieuw bruikbaar gemaakt en tegen
 vernieling beschermd worden. Men vermijde met zorg, in de toekomst,
 aan het land en zijne soldaten het jammerlijke schouwspel te bieden van een
 materieelbent die denken doet aan eene verspilling van Staatspenningen, en
 aan de soldaten het vertrouwen ontnemt dat zij steeds in hunne oversten
 moeten hebben.

Dienaangaande heeft de Middenafdeeling den Minister een zeker aantal vragen gesteld, waarop als volgt werd geantwoord :

« I. — Getal vliegtuigen, volgens soort, die het Belgische leger op 11 November 1918 bezat, en verhouding dezer vliegtuigen in goeden staat.

» Soort.	In goeden staat		Herstelbaar.
	Op het front.	In reserve.	
» Verkenning en waarneming . . .	64	20	10
» Jacht	43	23	16
» Beschieting	6	3	2
» Totalen	113	50	28

« II. — Getal vliegtuigen, volgens soort, deel uitmakend van den oorlogs-
» buit van België, en verhouding der vliegtuigen in goeden staat.

» Soort.	Bedingen van den wapenstilstand.	In goeden staat	In België gevonden
		in België gevonden.	in slechten staat.
» Verkenning	40	43	
» Jacht	100	50	200 (1)
» Beschieting	30	—	
» Totalen	170	73	

« III. — Getal vliegtuigen, volgens soort, die het Belgische leger thans
» bezit, en verhouding der vliegtuigen in goeden staat.

» *Materieel der Geallieerden.*

» Soort.	» In goeden staat.		Snel en goedkoop herstelbaar.
	In dienst (2).	In reserve.	
» Verkenning	54	10	76
» Jacht	28	7	36
» Beschieting	—	—	—
» Totalen	82	17	132

« IV. — Getal vliegtuigen, volgens soort, voortkomende van den oorlogs-
» buit en thans in dienst bij het Belgische leger.

» Soort.	Getal.
» Verkenning	4
» Jacht	20

» (1) 200 vernielde, geplunderde of geheel onbruikbare vliegtuigen of stukken van vliegtuigen (vele oude modellen buiten dienst), wier herstelling te kostelijk ware geweest.

» (2) In de eenheden, die in werkelijken dienst konden behouden blijven, in afwachting dat eene inrichting op vredevoet worde vastgesteld.

« V. — Getal vliegtuigen, volgens soort, voortkomende van den oorlogsbuit, die verkocht werden.

» A. Luchtvaardige vliegtuigen.

» Soort.	Getal.
» Verkenning	5 (4)
» Jacht	2

» B. — Door burgerlijke en militaire vliegers geheel of gedeeltelijk onbruikbare vliegtuigen. De wrakken van 200 Duitsche vliegtuigen in slechten staat werden verkocht door bemiddeling van de provinciale van terugvorderingsdiensten. »

De Kamer zal ongetwijfeld met belangstelling vernemen dat uit eene mededeeling van den Minister van Landsverdediging aan onzen verslaggever, den heer Buyl, blijkt, dat zijn Departement het gelukkig initiatief heeft genomen een aerodroom te Oostende op te richten. Dit initiatief is des te gelukkiger daar het geroepen is onschatbare diensten aan ons leger te bewijzen en tevens bij te dragen tot de economische uitbreiding van onze zoo hard beproefde badplaatsen en dus ook tot 's Lands welvaart.

OFFICIERSKADER VAN HET LEGER,

De toestand der officieren gaf aanleiding tot talrijke aanmerkingen, zoo in de Afdeelingen als in de Middenafdeeling. Dit vraagstuk wordt sedert enkelen tijd reeds druk besproken. Het is eene levensvraag voor het leger.

Dienaangaande ondervraagd, heeft de Minister geantwoord :

« De nieuwe wedderooster geeft, over 't algemeen, voldoening aan de officieren. Men mag thans niet meer voorzien dat sommigen het leger zullen verlaten wegens ontoereikende wedde. »

Vroeger had de Legercommissie zich ernstig met het vraagstuk onledig gehouden en na onderzoek had zij den Minister van Landsverdediging hare wenschen overgemaakt bij wijze van verslag, te zamen met nauwkeurige voorstellen.

Sommige dezer voorstellen werden aangenomen.

De wedden en soldijen werden herzien, doch in een minder milden geest dan de voorstellen. De bruidschat wordt niet langer geëischt bij het huwelijk der officieren.

Eene vergoeding voor kleeding werd ingesteld.

Wij betreuren zeer de vermindering, die de wedderooster onderging, alsmede het verwerpen van andere voorstellen, zooals het opnieuw invoeren van de vergoedingen voor studiën, enz. Hunne goedkeuring had veel licht gebracht in een toestand die thans ternauwernood opklaart.

»(3) Waarvan 3 ter beschikking van het Bestuur van het Burgerlijk Luchtverkeer, voor de vulgarisatie-escadrille van het Nationaal Syndicaat voor de studie van het Luchtverkeer. »

Wat moest men trachten te bekomen? Den toestand van de overlevende officieren zoo te schikken dat zij bij het leger blijven; dien van de jongeren derwijze te schikken dat hij wedijver uitlokt zoodat het leger de beste elementen kunne kiezen.

Generaal de Castelman schreef : « De geschiedenis zal leeren dat, zonder de kaders van het Fransche leger, de Entente den oorlog niet gewonnen had. »

Het Belgische leger mag er trotsch op zijn, een van de zeldzame onder de geallieerde legers te zijn geweest, die op geen enkel oogenblik van den oorlog, zelfs op de pijnlijkste en moeilijkste stonden, een beroep heeft moeten doen op het officierskader zijner bondgenooten. Zelfs na den aftocht uit Antwerpen, wanneer het zonder basis, zonder hulpmiddelen, zonder fabrieken, bijna zonder munitie en alras, wellicht, zonder Vaderland was, wist het Belgische leger in zich zelve al de elementen voor zijne herinrichting en zijn herstel te vinden. Onder zulke omstandigheden kan men de globale waarde schatten van het officierskorps van een leger.

« De verkorting van den diensttijd, zegt verder de beroemde generaal, » is nauw in verband met de vorming van krachtige kaders, zoo wij gereed » willen zijn de onschendbaarheid en de eer van ons land te verdedigen. »

Uit naam van de Afdeelingen, Mijne Heeren, uit naam van de Middenafdeeling en van de Legercommissie, roepen wij u toe : « Opgepast ! »

Zooals wij, wilt gij den diensttijd verkorten en gij hebt geen kaders of geen officieren meer genoeg... Erger nog : gij loopt gevaar den diensttijd niet te kunnen verkorten bij gemis van kaders.... Het ware waanzinnig de zware financieele lasten voor ons leger goed te keuren om, ten slotte, slechts eene kudde te hebben, waarin onze zonen zich nutteloos laten vermoorden. Het ware beter het leger geheel af te schaffen ; het risico zou niet grooter zijn en de uitgave ware nietig !

De kadercrisis valt niet te loochenen. De Minister van Landsverdediging gelieve ons te zeggen hoeveel aanvragen tot ontslag, overgang tot de reserve of verlof zonder soldij hij ontvangen heeft vanwege officieren van het actieve leger. En ook of het getal dergenen, die hunne aanvraag hebben ingetrokken en terug in het kader wenschen opgenomen te worden, gestegen is sedert de goedkeuring van den nieuwen wedderooster ? Iedereen kan zich van het getal ontbrekende officieren vergewissen door, een of anderen morgen, het voorbijtrekken gade te slaan van een regiment dat gaat exerceren.

Zij, die het 6^{de} regiment genie zullen ontmoeten, zullen wellicht meer officieren tellen dan uw verslaggever. Wat dezen betreft, bij een uittocht heeft hij in het geheel zes officieren geteld, die het bevel voeren over en het kader vormen van een groep van vier compagnieën met drie pelotons.. En van die zes officieren waren er een luitenant en een onderluitenant van de genie, de vier anderen behoorden tot de infanterie, de artillerie en de cavalerie !

Dat is zonder twijfel niet geheel het bestaande kader. Sommige officieren waren wegens andere diensten in de kazerne weerhouden. Maar het kader in vreedstijd moet zoodanig zijn dat het toelaat de instructie-eenheden sterk

te omlijsten en tevens de normale werking toe te laten van al de bestuurlijke en bijkomende diensten, alsmede de detachering van het noodige aantal officieren, voor de goede werking van al de diensten, behalve den troep, vereischt : versterkte stellingen, scholen, enz., enz.

Dit 6^e regiment genie, evenals al de andere genieregimenten, heeft nochtans den oorlog geëindigd met wel voorziene kaders. Na de demobilisatie trachtte men de kadercrisis te verhelpen door twee van de zes compagnieën af te schaffen ; men schafte de drie bataillonsstaven af, men verminderde de regimentsstaf, en dit alles opdat er ten minste een officier per compagnie zou blijven !

Het voorbeeld, dat wij aanhalen, is dit van een regiment te Brussel gekazerneerd, dus in het meest gezochte garnizoen.

Wij hebben nochtans moeite te gelooven dat een regiment in de provincie een geringer kader zou hebben !

Wat is zulk genieregiment waard ? Niets als technische eenheid, niets als gevechtseenheid.

In eene eenheid der genie, inderdaad, volstaat de dienstdtijd reeds niet, om aan soldaten en gegradeerden alles aan te leeren wat zij moeten kennen, want het programma is uitgebreid : bouwen van onderstanden van allen aard (in hout, staal, gewapend beton), bouwen van snelle en lichte voetbruggen, van lichte en zware pontonbruggen, van half-bestendige lichte en zware bruggen, van smalspoorwegen, kassei- of grintwegen, putten, houten en steenen barakken, zonder te spreken van alles wat den aanbouw van eene stelling meebrengt : loopgraven, verbindingsloopgraven met beschutting en hindernissen... Wat weet ik al ! Bij al deze werken werkt de genie zelden in massa ; zij is in kleine ploegen over het geheele front en op de geheele diepte van het slagveld verspreid. Elk werk vergt eene bijzondere oplossing die slechts kan aangegeven worden door een officier, wiens aanwezigheid steeds wordt vereischt.

Het spreekt vanzelf dat de uitvoering van zulk leerprogramma niet toelaat, den soldaat van de genie eene uitgebreide instructie als infanterist te geven. De bewapening van eene compagnie der genie laat niet langer meer toe dat zij eene infanterie-eenheid vervange, vermits de genie slechts met het geweer is gewapend, terwijl de infanterie beschikt over gewerenmitrailleurs, handgranaat-geweren en handgranaten, die hare offensieve kracht en haar defensief vermogen vertiendubbelen.

Eene eenheid van de genie met een slecht kader is dus niets waard als technische eenheid ; zij heeft ook geene waarde als gevechtseenheid.

Bij de artillerie is de toestand niet veel schitterender.

Wij hebben de gelegenheid gehad eene groep bereden artillerie te ontmoeten (100^e en 101^e batterij). Het kader bestond uit : een kapitein, twee adjudanten, een wachtmeester en drie brigadiers !

Wat is een artilleriegroep zonder officieren waard ? Niets !

Vóór den oorlog was de instructie nog mogelijk. Er bestond een kader oude onderofficieren, goed op de hoogte van hun beroep en in staat een officier aan het hoofd eener sectie te vervangen. Thans bestaat dat niet meer. De oudste lagere gegradeerden zijn kort vóór den wapenstilstand in het leger getreden. Sommigen hebben zeker nooit gevraagd !

Bij de infanterie is de toestand *een beetje* minder erg, want de *aanwerving* is er gemakkelijker; hij is echter verre van voldoende.

Vóór den oorlog was de instructie dezelfde voor al de soldaten eener compagnie infanterie. Een officier kon desnoods de instructie van eene geheele compagnie leiden. Maar nu staan de zaken geheel anders. De infanterist is niet langer meer geschikt voor alle zendingen. Hij wordt speciaal afgericht voor sommige daarvan, ten einde die grondig te kennen. Allen moeten de bewegingen in gesloten gelederen en in verspreide orde kennen; allen moeten de techniek van den verkenners, van den schutter en den aardwerker kennen. Sommigen zullen daarbij de techniek aanleeren van patroeljeerder of seingever, looper, telephonist, zoeklichtbediener, handgranaatwerper, mitrailleurbediener, mitrailleur-geweerbediener, uitkijk, infanterie-pionnier, enz.... techniek waarvan het onderwijs oordeelkundig en wetenschappelijk moet zijn... Hoe wilt gij, met een beperkt kader, al die soorten van instructie *terzelfdertijd* geven?

Een al te beperkt kader zal weer een schijnleger ten gevolge hebben en het geld, dat wij er aan besteden, zal ons niet beschermen tegen nuttelooze uitmoording onzer soldaten, noch tegen de gruwelen van eene nieuwe overrompeling.

En op stuk van zaken wie lijdt rechtstreeks het meest onder de kader-crisis? De gewone soldaat.

De officieren, immers, leiden en volgen geheel zijn militair leven. Zij moeten in al zijne behoeften voorzien. Zij moeten hem kleeden, voeden, huisvesten, africhten, hem met geduld en goedheid leiden, belang in hem stellen en hem toch ook het eigenlijke soldatenberoep aanleeren. Zij moeten daarbij hunne eenheid besturen, waarvoor zij geldelijk verantwoordelijk zijn.

Hoe wilt gij dat een en dezelfde man al die zendingen *terzelfdertijd* vervulle, en is het dan te verwonderen dat de soldaten soms slecht gekleed zijn, dat de officier den tijd vaak niet heeft den kost van zijne eenheid te proeven en de koks met zijn raad bij te staan? Is het dan te verwonderen dat de huisvesting soms te wenschen overlaat of dat de soldaten gedwongen zijn soms lange uren werkeloos te blijven en zich te vervelen in de kamer bij gebrek aan beschikbaar personeel om hen af te richten? Is het dan te verwonderen dat op het rapport de commandant der compagnie, overwerkt en afgejakkerd, zijne soldaten slechts verstrooid aanhoort?... Wij herhalen het: het is de soldaat die het eerste slachtoffer is van het gemis van officieren.

ONDEROFFICIERSKADER VAN HET LEGER.

Vele aanmerkingen, waartoe de *aanwerving* van het officierskader aanleiding gaf, zijn ook van toepassing op het kader der onderofficieren, corporaals en brigadiers.

Wat doet het hoofd van een handelshuis, dat belang stelt in den goeden gang der zaken? Wat doen de nijverheidshoofden die eene maximumvoortbrenging wenschen, zoo wat hoedanigheid als hoeveelheid betreft? Zij

zoeken de beste meestergasten, de beste boekhouders nemen ze in hun dienst en verzekeren hun tevens eene betrekking die hen aanzet zich met hart en ziel te wijden aan den bloei der Firma waarvan zij de steun zijn.

Heeft het leger steeds die milde en tevens verstandige houding aangenomen ten opzichte van de lagere gegradeerden? Het zal niemand verwonderen, zoo het antwoord « neen » luidt !

Het lagere kader van ons leger heeft zich steeds in stilte afgesloofd zonder er aan te denken te klagen over den benarden toestand waarin het verkeert.

Keeren wij terug tot de groote proefneming van den oorlog en laten wij nagaan welke de rol was van de onderofficieren van het leger van 1914. Bij den wapenstilstand zijn de meeste overlevenden als officier teruggekeerd ; tal van hen als kapitein zelfs. Het is bij de onderofficieren dat het officierskader de eerste elementen vond, die toelieten de door de eerste gevechten al te zeer gedunde effectieven aan te vullen. Het waren allen soldaten van beroep, die in het leger waren getreden zonder vaak naar den graad van onderluitenant te willen dingen. Zelfs onder dezen verlaten sommigen het leger en velen wachten slechts het oogenblik af, waarop zij hunne eerste rechten op pensioen kunnen doen gelden.

Bij den wapenstilstand bezat het leger een ondergeschikt kader, geheel tijdens den oorlog in het leven geroepen en onderricht in de school zijner gevaarvolle ervaring. Wat moest, bij de demobilisatie en de inlijving der nieuwe lichtingen, de eerste zorg zijn ? Te trachten zooveel mogelijk onderofficieren, korporaals en andere soldaten te behouden, die de recruten kunnen aanvoeren. In dien zin werd weinig of niets gedaan. Men moest graden geven aan vrijwilligers van de maand November 1918, die zelfs de beginselen van het soldatenberoep niet machtig waren. Het ontbrak echter niet aan alarmkreten en waarschuwingen tijdens de demobilisatie welke langer dan één dag duurde.

Zeldzaam waren de onderofficieren die verkozen bij het leger te blijven, gezien het lot dat hun beschoren werd. Tegenwoordig zelfs wint een sergeant of wachtmeester minder dan vele werklieden die geen stielmannen zijn, wanneer zij hunnen stiel kennen en als zoodanig, wat de soldij bedreft, dienden behandeld te worden. Hier nog is er slechts één redmiddel ; najver verwekken om het leger toe te laten zijne keuze te doen.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat de Minister van Landsverdediging het Parlement kennis geve van den inhoud van de ministerieele aanschrijving van 17 Maart 1920 tot regeling van den toestand der beroeps-vrijwilligers, van het door dien maatregel nagestreefde doel en aan het Parlement zegge of deze maatregel het gebrek aan onderofficieren, brigadiers en korporaals, waaronder het leger lijdt, nog zal doen toenemen en hoe hij denkt dit onmiddellijk te verhelpen.

Het Departement van Landsverdediging is ongetwijfeld met het lot der onderofficieren bekommerd, vermits het volgende antwoord toekwam op een brief dien de verslaggever tot den Minister had gericht om hem te vragen hoeverre het stond met het vraagstuk van de oprichting eener pensioenkas voor de militairen beneden den rang van officier :

« Ik heb de eer u te melden dat ik de oprichting van deze instelling » onontbeerlijk acht.

» Dienvolgens heb ik voorgeschreven, zonder verwijl het onderzoek te » hervatten. De Commissie van de Weduwen en Weezen der officieren van » het leger, die er mede belast is, onder voorzitterschap van luitenant- » generaal Graaf Leman, en bestaat uit actuarissen en officieren, heeft in » opdracht mij zoodra mogelijk een volledig ontwerp voor te leggen. »

Deze brief zal door de belanghebbenden met vreugde worden onthaald. Op dien goeden weg dient men voort te gaan. De zaak moet in haar geheel beschouwd en in ruimen zin worden opgelost. Daarom drukt de Middenafdeeling de volgende wenschen uit :

1° Dat het vraagstuk van het vaststellen van een statuut voor al de beroepsvrijwilligers door den Minister van Landsverdediging zou worden ter studie gelegd en opgelost ;

2° Dat de Minister van Landsverdediging de herziening van de Grondwet zou ten nutte maken om het stemrecht te doen verleen en aan al de beroepsvrijwilligers (zonder onderscheid van graad), mits zij aan de andere voorwaarden, door de wet vereischt, voldoen ;

3° Dat het Departement van Landsverdediging de mogelijkheid onderzoeken, eene wedde aan de onderofficieren toe te kennen, zoodra zij eene nieuwe verbintenis aangaan.

Eindelijk, uit naam van talrijke leden der Afdeelingen, uit naam van de Middenafdeeling, uit naam van de Legercommissie, vragen wij aan het Parlement zijn invloed te doen gelden bij den Minister van Financiën en den Minister van Landsverdediging om opnieuw te doen onderzoeken of het mogelijk is, het ontwerp tot regeling van den toestand der kaders van het leger, dat door de Legercommissie werd opgemaakt en voorgesteld, tot wet te maken.

BEGIFTIGING DER STRIJDERS EN HERSTEL DER HAARDSTEDEN.

Bij eene wet van 1 Juni 1919 heeft de Kamer eene begiftiging ten voordeele van de strijders 1914-1918 aangenomen.

Zij bestaat uit :

1° Eene « tegemoetkoming wegens gezin » van 300 frank aan de militairen van lagere rang, aan de ziekenverpleegsters of, bij voorkomend geval, aan hunne familiën ;

2° Eene tegemoetkoming van 100 frank aan de kinderen van de belanghebbenden.

Eene uitgave van 50,000,000 frank werd daartoe voorzien.

Deze raming komt ons beslist ontoereikend voor.

Het toekennen van die tegemoetkomingen is afhankelijk van pleegvormen die, in hunne toepassing, aanleiding geven tot klachten die wij gegrond achten.

Zoo, na de verzending aan de gemeentebesturen van de onderrichtingen aangaande de begiftiging, de meeste gemeenten zich verhaast hebben om de

dossiers op te maken (tal van belanghebbenden kregen reeds voldoening), dan is dat niet het geval in al de gemeenten.

Sommige gemeenten maken de zaak ingewikkeld door aan anderebesturen stukken te vragen, die de belanghebbenden zelf kunnen overleggen, om hunne rechten op de begiftiging te staven; aldus, bij voorbeeld, zijn vele besturen in briefwisseling om uittreksels uit huwelijksakten te vragen, wanneer de militair, dien zij bij de hand hebben, bijna steeds drager is van zijn trouwboekje, dat een authentiek uittreksel uit de akte is.

In sommige gevallen, echter, leveren de van kracht zijnde onderrichtingen moeilijkheden op bij de toepassing, die, naar onze meening, dienen gewijzigd te worden. Aldus, namelijk, wanneer de uit den echt gescheiden ouders van een overleden militair hunne aanvraag moeten indienen, wordt de recht-hebbende verzocht eene verklaring van den vrederechter of van een notaris over te leggen, waaruit blijkt dat hij alleen recht heeft op de tegemoet-koming.

Er valt op te merken dat, van den eenen kant, de vrederechter niet bevoegd is om zulke verklaring af te leveren en, van den anderen kant, dat soortgelijk bewijsschrift, door een notaris opgemaakt, die vaak ook onbevoegd is, tamelijk veel kost, wat in strijd is met de heerschende begrippen in zake militie. Een bestuurlijk onderzoek zou moeten volstaan, aangezien de gemeentelijke diensten voor militievergelding vaak de nauwkeurige inlichtingen dienaangaande bezitten.

De inschrijving van de tegemoetkoming op een spaarboekje ten voordeele van de kinderen der strijders levert ook een leemte op. Artikel 3 van de wet spreekt enkel van het wettig kind, terwijl artikel 15 van het desbetreffend Koninklijk Besluit van 31 December 1919 het verkrijgen van deze tegemoet-koming uitbreidt tot het onwettig kind van een gehuwd militair, vóór 1 Juni 1919 gestorven of vermist. Zoo het onwettig kind van een gehuwd militair aanspraak heeft op de tegemoetkoming, waarom zou dit ook niet het geval zijn met een onwettig erkend kind van een ongehuwd militair? In dit geval, zoo de volgens de wet natuurlijke vader niet zorgt voor het kind, zou de aanvraag kunnen ingediend worden door de moeder of, bij voorkomend geval, door den persoon, die voor het kind zorgt.

Het is, overigens, op deze beschouwingen dat de Regeering steunt om de betaling van de militievergelding aan de erkende onwettige kinderen van militairen toe te laten.

Enkele bijkomende onderrichtingen vanwege het Departement van Oorlog zullen volstaan om die ongerijmdheid te doen ophouden en de gemeenten aan te zetten hun werk te bespoedigen.

*
* *

De Regeering, wenshende aan de strijders een blijk te geven van de erkentelijkheid der Natie voor de opofferingen die zij zich getroost hebben ten voordeele van de gemeenschap, bracht het werk van de Heropbeuring van de Haardsteden der gedemobiliseerde militairen tot stand.

Hier ook moeten wij de klachten vermelden, die geuit werden aangaande de werking van de inrichtingen die zich met de zaak bezighouden.

Wellicht zou deze traagheid minder blijken, zoo de Centrale Commissie aan elken belanghebbende liet weten welk gevolg aan zijne vraag werd gegeven.

Men klaagt ook, niet zonder reden, over de soms zeer groote, door de Centrale Commissie voorgeschreven verminderingen van de sommen, door de Arrondissementscommissiën voorgesteld.

Eindelijk vraagt men zich af, waarom de gedemobiliseerde, die opnieuw in dienst trad, de herstelling van zijne haardstede niet kan bekomen, terwijl hij, die opnieuw in dienst treedt na de vergoeding ontvangen te hebben, deze mag behouden.

* * *

Bij de aanneming der wet van 13 November 1919 tot regeling van de wedden der onderwijzers werd door de Kamer een artikel 4 ingevoerd, hetwelk ten behoeve van het onderwijzend personeel bepaalt dat de diensttijd, die sedert 1 Augustus 1914 werd volbracht door de gemobiliseerde onderwijzers en die hun recht geeft op frontstrepen, evenals de tijd, gedurende welken zij werkelijk gevangen waren, dubbel wordt gerekend. Evenzeer de tijd, gedurende welken de burgerlijke onderwijzers door den vijand werden weggevoerd of geïnterneerd. Wij zijn van meening dat het voordeel van soortgelijken maatregel door eene wet dient te worden toegekend aan al de ambtenaren, bedienden en loontrekkenden van den Staat en van de openbare besturen, mits het persoonlijke voordeelen geldt, die de rechten van de overige bedienden, namelijk wat de bevordering betreft, niet kunnen krenken.

In het belang van het Land dient de Natie er vóór alles aan te denken, hare schuld te kwijten tegenover hen, wien zij het behoud harer onafhankelijkheid dankt.

Het Parlement zal bij de behandeling van de wetsvoorstellen ten gunste van de strijders toonen dat het hunne groote diensten niet vergeten heeft.

KAS VOOR DE WEDUWEN EN WEEZEN DER OFFICIEREN VAN HET LEGER.

Door een lid werd, in de Afdeelingen, gewezen op sommige wrijvingen tusschen ongehuwde en gehuwde officieren naar aanleiding van de tegenwoordige inrichting der kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger. Andere deden opmerken hoe hoog de stortingen zijn, die de officieren moeten doen, alvorens de toestemming te behouden om in het huwelijk te treden.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht van den Minister van Landsverdediging op deze punten. Zij hoopt dat de wijzigingen, die in de regeling der kas zullen gebracht worden, daarvan eene instelling zullen maken, lenig

genoeg om aan hare deelnemers dezelfde voordeelen te verleen en als die, welke de private maatschappijen kunnen verschaffen.

MILITIEVERGELDING EN SPAARGELD

Reeds op 25 Juni 1919, in den loop van het zittingsjaar dat aan de ontbinding der Kamers voorafging, had de Regeering twee wetsontwerpen ingediend, strekkende tot de afschaffing van de militievergelding ten behoeve van de gezinnen der militieplichtigen en beroepsvrijwilligers. Deze twee ontwerpen, waarover onze verslaggever, de heer Buyl, verslag uitbracht, werden als vervallen beschouwd ten gevolge van de ontbinding der Kamers.

Op 13 Januari II. heeft de Regeering, in den persoon van de Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Oorlog, opnieuw twee ontwerpen voorgelegd, die de bepalingen van de twee vroegere ontwerpen overnemen.

Het eerste dezer ontwerpen voorziet de afschaffing van de vergelding ten behoeve van de gezinnen der militairen die den veldtocht hebben medegemaakt, en wel niet alleen tot op den dag der demobilisatie, maar ook gedurende een tijdperk van zes maanden daarna, zijnde drie maanden tegen volle bedrag en drie tegen 50 % van dit bedrag.

Anderzijds doet de Regeering haar inzicht kennen, eene gezingsvergoeding van 360 frank 's jaars met een bijslag van 180 frank voor elk kind beneden 18 jaar te handhaven, ten behoeve van de gehuwde militieplichtigen der bijzondere klas 1919.

Het tweede der ontwerpen trekt de wetten op de vergelding der vrijwilligers en wederdienstnemenden in; het laat echter den Minister van Landsverdediging vrij, zoo hij het gepast acht, op een andere wijze dan die voorzien bij de wet van 21 Maart 1902, de vergoedingen te doen uitkeeren, welke persoonlijk zijn toegekend aan de beroepsvrijwilligers en de wederdienstnemenden, die tijdelijk onder de toepassing dezer wet vallen.

Ofschoon deze ontwerpen nog niet aangenomen zijn en bijgevolg de wetten van 21 Maart 1902 en 30 Augustus 1913 op de militievergelding der vrijwilligers en militieplichtigen niet werden ingetrokken, bepaalt een omzendbrief van den Minister van Binnenlandsche Zaken, d. d. 11 September 1919, dat, tot nader besluit, de gezinnen der militairen van het bijzonder contingent 1919 (uitgesteld van 1911, 1912 en 1913 en klassen 1914 tot 1919) geen aanspraak hebben op de vergelding en dat deze maatregel ook toepasselijk is op de gezinnen der beroepsvrijwilligers die na 30 Juni 1919 dienst hebben genomen.

Men ziet het, deze toestand is beslist onwettelijk en daarin moet zonder verwijl wijziging gebracht worden.

Bij het Afdelingsonderzoek van het ontwerp van 25 Juni 1919 drukten verscheidene leden de meening uit, dat er diende rekening te worden gehouden met den toestand der behoeftige gezinnen en dat zij bijgevolg de volledige afschaffing van de militievergelding niet konden goedkeuren.

Dezelfde meening werd geopperd door leden van de Afdelingen, die de Begrooting van Landsverdediging hebben onderzocht.

Daar dit vraagstuk, ofschoon het 't Departement van Oorlog aanbelangt, tot de bevoegdheid van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken behoort, is het onze taak niet, het in dit verslag te onderzoeken.

Leden van de Afdeelingen drukte den wensch uit, dat maatregelen zouden genomen worden om de achterstallige militievergelding aan de gezinnen der oudstrijders te betalen. Men weet dat, in den loop van den oorlog, de plaatselijke afdeelingen van het Nationaal Comité, gedurende een zekeren tijd, de militievergelding in plaats van de gemeenten hebben betaald. Deze werd enkel als hulpgeld betaald aan de personen die als behoeftig werden beschouwd; gedurende dit tijdperk hebben sommige belanghebbenden, die zich in het buitenland bevonden, ook de vergoeding niet getrokken, waarop zij recht hadden. Het gevolg daarvan was, dat de gemeenten in den jongsten tijd werden aangezocht talrijke achterstallen te betalen. Tot voor korten tijd kon dit slechts geschieden op overlegging van getuigschriften, afgeleverd door de militaire overheid en den duur der aanwezigheid onder de wapens nauwkeurig aangevend.

Thans mogen, krachtens een omzendbrief van den Minister van Binnenlandsche zaken, de getuigschriften, die bij gebrek aan inlichtingen niet door de militaire overheid konden worden opgemaakt, vervangen worden door eene schriftelijke verklaring van de militairen zelf. Anderzijds wordt door een anderen omzendbrief betreffende de vergoeding verschuldigd aan de gezinnen der gesneuvelde of vermiste militairen, bepaald dat de vergoeding geheel moet worden uitbetaald zonder dat men de mogelijke dienstonderbrekingen in aanmerking neemt.

Deze nieuwe bepalingen maakten een einde aan eenen toestand die aanleiding gaf tot klachten, waarvan leden der Afdeelingen de tolk waren.

Soortgelijke maatregelen werden toegepast voor de uitbetaling van het spaargeld door het Ministerie van Landsverdediging, wat ten gevolge had een einde te stellen aan de talrijke klachten over vertraagde regeling.

WIJZIGINGEN IN DE UNIFORMEN.

Door de dagbladen werd het leger verwittigd dat sommige uniformwijzigingen ontworpen waren. De betreffende belangrijkheid van die wijzigingen werd zelfs aangegeven.

De Middenafdeeling verzoekt den Minister van Landsverdediging, de oplossing van dit vraagstuk te bespoedigen. Zij vraagt hem ook slechts wijzigingen goed te keuren, waarvan de uitgave haar tegenwicht vindt in voordeelen, die haar billijken.

Wat het hoofddekseel betreft, verzoekt zij hem geen model aan te nemen, dat naar believen kan vervormd worden, zooals de pet door den troep tijdens den oorlog gedragen, of dat moeilijk in ransel of zak geborgen kan worden, wanneer de helm het hoofd dekt.

GENEESKUNDIGE DIENST.

De inrichting van dezen dienst werd hevig aangevallen door een lid van de vierde Afdeeling; dat lid vroeg de volledige herinrichting daarvan.

Zij gaf aanleiding tot de volgende vraag van de Middenafdeeling :

« ART. 11, *littera B.* — Werden er maatregelen genomen om de gast-
 » huizen van geneesmiddelen te voorzien? De alcohol voor geneeskundig
 » gebruik, namelijk, schijnt bijna geheel te ontbreken. Tijdens den oorlog
 » nochtans kwam het leger er nooit te kort, ofschoon het verbruik overmatig
 » was. »

ANTWOORD.

« Zooals al de openbare diensten heeft de artseneeskundige dienst na den
 » wapenstilstand een moeilijk tijdperk doorworsteld, gedurende hetwelk
 » hij moest voorzien in de onmiddellijke behoeften van den gezondheids-
 » dienst en tevens de latere levering van genees- en verbandmiddelen aan
 » de inrichtingen, die hij moet bevoorraden, moest verzekeren.

» Hij heeft groote moeilijkheden ondervonden en hij ondervindt er nog om
 » zich opnieuw te bevoorraden, omdat hij afhangt van de markt der drogerij
 » voor het aanschaffen van grondstoffen en tijdelijk van de private nijver-
 » heid voor de vervaardigde geneesmiddelen, omdat zijn materieel tot ver-
 » vaardiging, door de Duitschers weggenomen of vernield, nog niet kon
 » teruggegeven noch vervangen worden.

» Het gebrek aan drogerijen en geneesmiddelen in het algemeen duurt
 » voort; de burgerlijke praktijks trachten de geringe hoeveelheden te
 » bekomen, waarop de drogisten met moeite de hand kunnen leggen. De
 » pharmaceutische nijverheid, welke nog niet is hersteld en hare burger-
 » klanten moet voldoen, terwijl zij in onze plaats zou moeten optreden in
 » afwachting dat onze machines ons teruggegeven worden, slaagt er niet in,
 » ons op bijtijds de groote hoeveelheden siolen, ouwels en tabletten te leve-
 » ren, welke de militaire gasthuizen bij de centrale apotheek aanvragen.

« De alcohol kan niet meer zooals voorheen, en namelijk zooals tijdens
 » den oorlog, worden aangekocht. Zijne levering valt onder de toepassing
 » van zeer strenge fiscale bepalingen die aan de openbare diensten, welke
 » werking reeds door nauwkeurige verordeningen beperkt is, bestuurlijke
 » formaliteiten opleggen, waardoor de leveringen nog vertraagd worden.

» Aldus heeft het Beheer der Accijnzen, dat « ten uitzonderlijken titel »
 » de denatureering van 3,000 liter alcohol heeft toegelaten, terzelfdertijd
 » laten weten dat deze toelating geen tweede maal zou verleend worden,
 » voordat de centrale apotheek in het bezit zou zijn van een bijzonder toe-
 » stel bestemd om dezen alcohol te meten en waarvan de vervaardiging drie
 » maanden tijd vergt.

» De Centrale Apotheek is intusschen gedwongen het denatureeren van
 » alcohol aan te vragen binnen de grenzen van tijd en hoeveelheid, door het
 » Departement van Financiën gesteld.

« Die instelling kan, anderzijds, geen grooten voorraad alcohol bergen,
 » daar de herstelling van hare vergaarbakken, door de Duitschers buiten
 » dienst gesteld, afhankelijk is van eene beslissing der Rechtbank voor
 » Oorlogsschade.

» Er dient ook rekening te worden gehouden met het feit, dat, na den
» wapenstilstand, de centrale apotheek het grootste deel van haren voor-
» raad moest afstaan om onmiddellijk in de dringende behoeften van de
» burgerlijke bevolking te voorzien door de apothekers in 't klein te
» bevoorraden; men moet in aanmerking nemen dat deze instelling, die
» thans volop wordt heringericht, voor het oogenblik bij hare bevoorrading
» moeilijkheden van allen aard ontmoet, welk nog toenemen doordat de uit-
» gaven van den artseneeskundigen dienst hooger zijn dan tijdens den oorlog
» wegens de groote toeneming van het getal dergenen, die recht hebben op
» geneeskundige zorgen en op geneesmiddelen.

» Deze toereming der uitgaven, die daaraan te wijten is, gevoegd bij den
» thans zeer hoogen prijs der geneesmiddelen en de hoogere rechten op den
» alcohol, heeft ten gevolge, dat de begrootingsramingen voor het lopende
» dienstjaar, die het vorige jaar werden bepaald, ruim overschreden zullen
» worden en dat nieuwe credieten aan de Kamers zullen moeten aangevraagd
» worden.

» Het Bestuur van den gezondheidsdienst en de centrale apotheek heb-
» ben al de thans mogelijke maatregelen genomen om de militaire gast-
» huizen binnen den kortst mogelijken tijd te bevoorraden.

» Thans werden prijzen gevraagd aan den handel en eene belangrijke
» aanbesteding zal op 15 dezer plaats hebben.

» Andere aanbestedingen zullen volgen, zoo zij noodig worden geacht.

» Eene hoeveelheid van 20,000 liter zuiver alcohol en van 15,000 liter te
» denatureren alcohol werd aan het Ministerie van Financien aangevraagd.
» Nieuwe aanvragen zullen worden ingediend, zoodra de centrale apotheek
» over de middelen zal beschikken om nieuwe hoeveelheden te ontvangen
» en op te slaan. »

De Middenafdeeling is de tolk van de klachten, die bij de Legercom-
missie werden geuit, en vestigt de aandacht van den Minister van Lands-
verdediging op den belangwekkenden toestand, waarin de apothekers van
het leger zich bevinden. In hun kader is het getal opperofficieren tot
10 beperkt.

Het gevolg daarvan is dat oude commandanten, boven de vijftig, dienst-
oversten zijn met adjuncten die ten minste twintig jaar jonger zijn dan zij en
denzelfden graad bekleeden.

Onder die omstandigheden heeft een dienstoverste alleen gezag door zijne
jaren dienst en zijne grijze haren. Deze toestand, vergeleken met dien van
de geneesheeren, is onbillijk. Inderdaad, zoo men het jaarboek naslaat,
stelt men vast dat de geneesheer, in 1870 geboren, kolonel is, terwijl de
apotheker, in 1865 geboren, luitenant-kolonel is, zonder hoop op verdere
bevordering. De geneesheer, geboren in 1871, is luitenant-kolonel en de
apotheker van hetzelfde jaar slechts kapitein-bevelhebber. De geneesheer
wordt majoor rond 45 jaar, terwijl de jongste apotheker van dien graad
53 jaar oud is.

Het getal opperofficieren is tot 10 beperkt, met slechts één kolonel die den
graad van hoofdapotheker heeft, terwijl er meer dan twintig plaatsen van dienst-

overste zijn. Zoo men toegeeft dat, in bestuursopzicht, de apothekers de minderen van de geneesheeren zijn, dan ware het volstrekt redelijk dat al de apothekers dienstoversten opperofficieren zouden zijn, wat hun gezag tegenover hunne ondergeschikten zou verhoogen.

Bijna al de militaire apothekers zijn thans kapitein-bevelhebber met enkele tweede kapiteins, die eerlang op hunne beurt commandant zullen benoemd worden.

Door het getal opperofficieren in het apothekerskader te verhoogen zou een apotheker dienstoverste nooit minder dan majoor zijn, tegenover den geneesheer, kolonel of ten minste luitenant-kolonel : de rangorde bleef dus gëeërbiedigd.

In den geneeskundigen dienst bedraagt het getal opperofficieren 28 t. h. van de getalsterkte der gegradeerden ; in het apothekerskader bedraagt het ternauwernood 13 t. h. (10 op een geheel kader van 64).

In het geneeskundig korps zijn er daarenboven drie generaals, waarvan een den titel draagt van « Algemeen Inspecteur van den gezondheidsdienst van het leger » en zoowel den artsenkundigen als den geneeskundigen dienst bestuurt.

Wij willen de voordeelen, aan de geneesheeren verleend, hoegenaamd niet bestrijden : wij willen enkel het onderscheid van behandeling in de twee zusters takken van de geneeskunde doen uitschijnen.

Eene hervorming is spoedig noodig, zoo men een korps zeer verdienstelijke officieren niet wil ontmoedigen, die nooit hunne medewerking weigerden in menige omstandigheid en, onder meer, bijna kosteloos medewerken bij het afleveren van geneesmiddelen aan arbeiders van de Staatsspoorwegen, van het Zeewezen, enz.

BEHEER VAN HET LEGER.

VRAAG.

« ART. 6, *littera d.* — Nooit was het beheer van het leger zoo ingewikkeld » als thans. Het getal door de eenheden te leveren stukken is op ongelooflijke » wijze aangegroeid. Het getal omzendbrieven, met daaropvolgende errata en » daarop weer nieuwe wijzigingen van deze laatste, bewijzen dat op sommige » oogenblikken het Bestuur geheel ontredderd was.

» Werden er maatregelen genomen om de bestuurlijke taak te vergemakkelijken van de eenheidscommandanten die thans zelden over een rekenplichtige » beschiken die op de hoogte van zijne taak is, en om de verspreide onderrichtingen in reglementen samen te ordenen ?

» Werden er ook maatregelen genomen : 1° om de verzamelingen militaire » reglementen opnieuw samen te stellen ; 2° om die reglementen te herzien of » te vervangen, waarvan de ondervinding van den oorlog de afschaffing of eene » grondige onwerking vergt ? »

ANTWOORD.

« De wijzigingen, vanaf 1 October 1919 gebracht in de wijze van » verantwoording der uitbetalingen en verstrekkingen, hebben het werk

» van de eenheidscommandanten merkelyk verminderd. Dit blijkt uit de » verslagen der militaire overheid.

» De bestuurlijke reglementen worden herzien of herdrukt.

» De samenordering der wetten, besluiten en onderrichtingen betreffende het leger is een belangrijk werk, dat echter onverpoosd tot een » goed einde zal gebracht worden. »

De Middenafdeeling is ook van meening dat het nuttig zou zijn, een *volledig repertorium* op te maken en aan de belanghebbenden rond te deelen van al de nog geldige voorschriften en onderrichtingen van algemeenen aard of betreffende de nog huidige wapens en diensten. Al de bepalingen, in deze verzameling niet opgenomen, zouden door het feit zelf ingetrokken worden. Men zou aldus vermijden soms eene bepaling van 1813 of 1839 te zien opdelfen, die men sedert lang uit het oog had verloren.

HET TAALVRAAGSTUK.

Een ander punt, waarop de Middenafdeeling de zeer ernstige aandacht van den Minister van Landsverdediging vestigt, is de Vlaamsche vertaling der militaire reglementen en orders van allen aard.

Om voldoening te schenken aan de rechtmatige Vlaamsche eischen, werden er bij verschillende militaire overheden betrekkingen van vertaler ingesteld. Er werd ook bij het Ministerie van Landsverdediging een vertaaldienst opgericht.

In zijn geheel beschouwd, werkt de vertaaldienst *zeer slecht*. Hij is eene caricatuur van wat hij behoorde te zijn. Zijn bestaan in die voorwaarden is heelemaal niet geschikt om de Vlamingen te voldoen; integendeel, hij blijkt meer dan eene kritiek.

Hoe werkt thans de vertaaldienst?

Sommige documenten uitgaande van het Ministerie van Landsverdediging worden er in het Fransch en het Vlaamsch opgesteld. In beginsel is dat goed; wij zullen later op de toepassing terugkomen.

Andere documenten, uitgaande hetzij van het Ministerie, hetzij van andere overheden, komen enkel in het Fransch bij de bestemmelingen toe. Dezen moeten ze dan doen vertalen, wat voor gevolg heeft dat hetzelfde werk zooveel malen moet herhaald worden als er bestemmelingen zijn. Dat is dus eene krachtverspilling. Hoe worden overigens deze vertalers bij de korpsen gekozen? Welk is de waarde van hun arbeid? Op goed geluk af soms gekozen onder de gegradcerden en soldaten die Vlaamsch kunnen *spreken*, bezitten zij hoegenaamd geen bevoegdheid als vertaler. Zij werken met grooten omhaal van allerlei woordenboeken; hun werk is niet een vertaling van een taalkundige — het is zelfs geene overzetting — het is een thema, door een slechten leerling gemaakt.

Neemt denzelfden tekst, door tien dezer vertalers vertaald, en gij zult soms verbaasd staan over de uiteenloopende verklaringen die de Vlaamsche soldaten geven kunnen aan de mededeelingen welke hun gedaan worden.

Het volgende beginsel behoort voortaan de leidraad te zijn voor de vertalingen in het leger:

Elke militaire overheid die een voorschrift uitvaardigt of een bevel geeft, dat geen reglementair commando is en dat bestemd is, op normale of toe-
vallige wijze, ter kennis gebracht te worden van den troep of van de lagere
gegradeerden, in hun geheel of gedeeltelijk, moet in het Fransch en in het
Vlaamsch haar bevel geven of haar voorschrift doen luiden.

Deze overheid is persoonlijk aansprakelijk voor de beide teksten.

Derwijze wordt er tijd gewonnen en komt er eenheid van handeling,
gemak van uitvoering en versterking van de tucht.

Nu komen wij terug op den vertaaldienst van het Ministerie van Lands-
verdediging zelve.

Hoe werden de vertalers aangeworven en welken waarborg op taalkundig
gebied leveren zij op? Dit komt er minder op aan: wij zullen hen aan het
werk zien.

Sommige reglementen door de zorgen van het Ministerie van Landsverde-
ding vertaald zijn niet in het Vlaamsch opgesteld, maar wel in Marollen-
of Kaffertaal! Het volstaat niet « *Règlement de gymnastique* » door « *Regle-
ment van gymnastiek* » te vertalen en op de aanmerkingen dien aangaande
te antwoorden met een scherts die de zaak niet oplossen kan.

De tijd van goedkoope spotternij over dit onderwerp is voorbij.

Een reglement, een order aan den troep moeten steeds, om wel begrepen
te worden, verklaard en toegelicht worden, zoo in het Fransch als in het
Vlaamsch. De technische woorden van elk vak van de menschelijke bedrij-
vigheid zijn over 't algemeen van de specialisten alleen gekend. Het leger is
eene school waar de woordenschat, zoo van een Waal als van een Vlaming,
verrijkt wordt door het betreden van een gebied dat tot zooverre voor hunne
bedrijvigheid gesloten was. Het leger moet er zich dus op toeleggen
aan zijne leerlingen slechts uiterst nauwkeurige begrippen in te prenten.
Men vertaalt geen technisch Fransch woord met een nieuw Vlaamsch woord
te vormen door eene min of meer geslaagde koppeling van eenige wortels.
Alvorens een nieuw woord te scheppen moet men den taalgeest zorgvuldig
nagaan om zich te vergewissen of er al niet reeds een bestaat dat volkomen
past. Het vormen van nieuwe woorden behoort uitsluitend tot het gebied der
meesters van de taal; aan alle anderen moet dit gebied ontegenwoordig blijven.

De Middenafdeeling wenscht dat zoodra mogelijk worde verholpen in de
leemten van de verschillende vertaaldiensten die afhangen van het Ministerie
van Landsverdediging.

MILITAIRE ACADEMIE.

De Middenafdeeling had den heer Minister gevraagd :

« *Littera F.* Op welken post worden de vergoedingen voor het leerper-
» soneel der pupillenscholen uitgetrokken?

» Op welk artikel wordt het leerpersoneel van de C. I. S. L. A. betaald?

De heer Minister heeft geantwoord :

« Bij het opmaken van de begroeting werd er geene vergoeding voorzien

» voor het militair personeel der pupillenscholen en van de C. I. S. L. A.

» Bij ministerieel besluit van 11 Februari 1920, n^o 10124, werden, te rekenen van 1 Januari 1920, vergoedingen toegekend aan den opziener der pupillenscholen, de commandanten en officieren van de C. I. S. L. A. van Brasschaet en Beverloo, ten laste van artikel 10, *littera F*, van de begrooting (Algemeene uitgaven van de scholen : zal het voorwerp uitmaken van een amendement op de begrooting van 1920).

Betreffende de burgerlijke leeraars van de militaire school, heeft de Middenafdeeling den heer Minister van Landsverdediging gevraagd of hij een ontwerp tot herziening van hun loonrooster had opgemaakt.

De heer Minister heeft geantwoord :

« Voor wat betreft de burgerlijke leeraars bij de militaire school, wordt een wetsontwerp, dat hunne wedden gelijkstelt met die van de professoren der hogescholen, thans door den heer Minister van Financiën onderzocht. Dit ontwerp heeft terugwerkende kracht. »

De Middenafdeeling is van meening dat het billijk ware hen beslist gelijk te stellen met de professoren van het hooger onderwijs en op hen de bepalingen toepasselijk te maken betreffende bevordering, wedde en weddetoeslag die ter voordeele dezer laatsten werden getroffen. Eene wet of een koninklijk besluit zou de wijze van bevordering regelen van de in de toekomst te benoemen professoren. Maatregelen zouden ook genomen worden om den toestand der tegenwoordige professoren te regelen, rekening houdend met hunne verworven rechten, namelijk met hun ordinariaat te doen tellen vanaf den datum hunner aanstelling als burgerlijk leeraar.

HUISVESTING VAN DE TROEPEN.

Dienaangaande ondervraagd, heeft de Minister geantwoord :

« Naar aanleiding van vragen gesteld door den heer Senator Vilain XIII en den heer Volksvertegenwoordiger Pepin, werden omstandige inlichtingen verstrekt nopens de onder te brengen manschappen, de kazerneering op het oogenblik van den wapenstilstand, den staat van deze kazerneering op dat oogenblik, de behoeften waarin werd en nog dient voorzien, de totnogtoe gedane pogingen. Deze inlichtingen werden door mijn voorganger aan den Senaat medegedeeld op 9 Juli 1919. » (*Zie Handelingen*, bladz. 460).

« Om kort te gaan, was de kazerneering zooals zij in 1914 bestond, zelfs zoo de vier jaren Duitsche bezetting haar onaangeroerd hadden gelaten, ontoereikend om de manschappen in België gekazerneerd een degelijk onderkomen te verschaffen, afgezien van de bezettingstroepen van het Rijnland.

» De kazerneering van 1914 heeft, wegens de Duitsche bezetting, een merkelijk deel van haar huisvestingsvermogen verloren. Zeer belangrijke werken moesten worden uitgevoerd om haar weer in goeden hygienischen staat van bewoonbaarheid te stellen. In afwachting heeft men de troepen in kampen, barakken en private gebouwen moeten onderbrengen.

» De kazerneering van troepen en diensten zal weer normaal worden in

» de mate van den vooruitgang der werken tot inrichting en geschikt-
 » making van de bestaande militaire gebouwen en van het huren of aan-
 » koopen van nieuwe gebouwen en het oprichten van kazernen.

» Op het huidig oogenblik mag men zeggen dat over 't algemeen de
 » kazerneering op voldoende wijze beantwoordt aan de behoeften en dat zij
 » met den dag verbetert.

» Zij is noodzakelijk nog een beetje beperkt; men heeft de gebouwen
 » overvloedig moeten bevolken tevens gebruik makend van de bewoonbare
 » zolders, de eetzaal moeten afschaffen en tot een onontbeerlijk minimum
 » de lokalen moeten beperken die worden gebruikt als aanhoorigheid of
 » voor de diensten.

» Men moet de belangrijkheid niet onderschatten van de werken die nog
 » uit te voeren zijn noch van den tijd die er noodig is om tot de ideale
 » kazernen van vreedstijd terug te komen.

» Men mag ook niet, gelet op de duurte van de materialen en den handen-
 » arbeid, de zeer hooge uitgaven onderschatten die nog zullen moeten
 » gedaan worden. »

VRAGEN AAN DEN HEER MINISTER GESTELD OVER VERSCHILLENDE ARTIKELEN VAN DE BEGROOTING.

VRAAG.

« Hoeveel bedraagt de voorraad aan projectielen voor onze snelvurende
 veldkanonnen van 7°.5? »

ANTWOORD.

« De bevoorrading der snelvuurkanonnen van 7°.5 bedraagt ongeveer
 » 2,000 schoten per vuurmond, wat gelijkstaat met een voorraad voor
 » 8 vuurdagen, pro rata van 250 schoten per vuurmond en per dag. »

VRAAG.

ART. 2.

« De geheele tabel moet ongetwijfeld door een amendement vervangen
 » worden, daar sedert de staking der ambtenaren al de wedden verhoogd
 » werden. »

ANTWOORD.

» De sommen bij dit artikel vermeld, moeten herzien worden, rekening
 » houdend met den nieuwen loonrooster door de Regeering vastgesteld.

» Een amendement zal eerlang worden ingediend voor de verhooging der
 » vroeger uitgetrokken credieten ».

VRAAG.

ART. 8.

» Ongetwijfeld heelemaal gewijzigd uit hoofde van de weddeherzie-
 » ning ».

ANTWOORD.

» Zelfde antwoord als voor artikel 2 voor wat betreft het personeel van
» het Militair Landkaartinstituut ».

VRAAG.

ART. 10.

« Zelfde aanmerking als voor artikel 8 ».

ANTWOORD.

« Ja. Een ontwerp tot wijziging wordt eerlang overgelegd ».

VRAAG.

ART. 12.

» Geheelon nauwkeurig wegens wijzigingen te wijten aan de weddeherzie-
» ningen of aan beslissingen van den Minister van Landsverdediging ».

ANTWOORD.

» Eene nieuwe tabel, rekening houdend met de weddeverhoogingen ver-
» leend aan het personeel van de militaire school, zal gevoegd worden bij
» de eerstvolgende voorstellen tot wijziging van de begrooting ».

VRAAG.

ARTIKEL 14.

« Ongetwijfeld ook onnauwkeurig. Zelfde reden als voor artikel 12. »

ANTWOORD.

« Eene nieuwe tabel, rekening houdend met de wedden en de wijzigingen
» aan de organieke samenstelling van het bestendig personeel van de krijgs-
» school, zal gevoegd worden bij de eerstvolgende voorstellen tot wijziging
» van de begrooting.

VRAAG.

ARTIKEL 17.

« Ongetwijfeld ook onnauwkeurig. Zelfde reden als bij artikel 12. »

ANTWOORD.

« Eene nieuwe tabel, rekening houdend met de weddeverhoogingen verleend
» aan het personeel van het koninklijke Legermuseum, zal bij de eerstkomende
» voorstellen tot wijziging der begrooting gevoegd worden. »

VRAAG.

ART. 19.

« Ongetwijfeld ook onnauwkeurig. Zelfde reden als bij artikel 12. »

ANTWOORD.

« Eene nieuwe tabel, rekening houdende met de herziening van de wedden »
» van het personeel en de wijzigingen in de organieke samenstelling van d »
» artillerie-inrichtingen en parken, zal gevoegd worden bij de eerstkomende »
» voorstellen tot wijziging der begrooling. »

VRAAG.

ART. 21.

« Ongetwijfeld ook onnauwkeurig. Zelfde reden als bij artikel 12. »

ANTWOORD.

« De ramingen werden opgemaakt in December 1919, met inachtneming »
» van den loonrooster aldan in voege en op het grond van organiek kader »
» van 1914.

» Dit kader is niet volledig. Het zal waarschijnlijk grootendeels worden »
» aangevuld in den loop van 1920 door middel van elementen genomen »
» onder het in dienst zijnde tijdelijk personeel, waarvan het loon voorzien »
» is bij littera b van artikel 21.

« In een amendement dat eerlang wordt ingediend, zal eene verhooging »
» van 544,000 frank aangevraagd worden, hetzij ongeveer 33 t. h., op het »
» totaal der ramingen in December 1919 voor het bestendig personeel »
» gemaakt. »

« Littera b. — Het amendement, dat eerlang wordt overgelegd, zal eene »
» verhooging voorzien van een millioen voor de loonen der arbeiders en »
» bedienden van de magazijnen en werkhuizen van den dienst der militaire »
» gebouwen. Deze verhooging is het gevolg van de stijging der loonen »
» sedert October 1919 en van het vervangen van militaire arbeiders door »
» burgerlijke. »

VRAAG.

ART. 23.

» Onnauwkeurig zooals de overige ongetwijfeld. In welke mate?

ANTWOORD.

» Zelfde antwoord als voor artikel 19 wat betreft de technische diensten »
» der genie. »

VRAAG.

ART. 144.

» Met welk materieel gaan die batterijen bewapend worden? »

ANTWOORD.

» In 1920 werd de bruikbaarmaking voorzien van het volgende materieel :
» 50 kanonnen van 75 A. C. M. A.;
» 80 Deutsche kanonnen van 77 te veranderen in 75;
» 80 houwiters van 105 A.
» De munitie, die dit jaar voor dit materieel zou kunnen worden opgeslagen, is voorzien in het ontwerp tot wijziging van artikel 206. »

VRAAG.

» Waar is er eene uitgave voorzien voor een voorraad aan artilleriemunitie? »

ANTWOORD.

» De munitie, welke dit jaar voor dit materieel zou kunnen worden opgeslagen, is voorzien in het ontwerp tot wijziging van artikel 206. (Zie antwoord bij artikel 144.) »

VRAAG.

ART. 199.

« Zijn deze cijfers nog juist? »

ANTWOORD.

« Het crediet van 3,161,000 frank, voor 1920 aangevraagd, zal volstaan.
» Het getal tijdelijke bedienden en ook hun loon werd verhoogd. Een amendement op dit artikel zal worden ingediend. »

VRAAG.

ART. 200.

« Welke zijn deze bijkomende werken? Vermits er geen betaald bijwerk bij den troep of in de diensten bestaat, komt het mij voor, dat er bij het hoofdbestuur ook geen moet bestaan. »

« In een onderwijsgesticht, waar er slechts twee leeraars zijn wanneer er drie noodig zijn, doen die twee al het werk en niemand denkt er aan hun de drie wedden uit te betalen. In eene compagnie, waar er geen sergeant-majoor is die zijn stiel kent, krijgen de gegradeerden, die in die leemte moeten voorzien, geene bijvergoeding; er moet dus ook geene betaald worden bij het hoofdbestuur, waar men reeds zoo gelukkig is juist bepaalde werkuren te hebben : »

ANTWOORD.

« Gedurende den oorlog heeft het personeel van het Hoofdbestuur geen » vergoeding ontvangen, omdat men terecht achtte dat, van welken aard het » geleverde werk ook was, de toestand echter niet kon vergeleken worden » met dien van den strijder.

« Maar thans zijn de rollen omgekeerd ; men moet den oorlog liquidee- » ren en het geheele militaire statuut hervormen. Het Departement van » Landsverdediging staat voor eene onafzienbare taak en zijn personeel gaat » gebukt onder eene massa overwerk waarvan, het einde niet is te voorzien. » De dienstoversten gaan steeds gebukt onder den kommer van hunne » verantwoordelijkheid.

« De juist bepaalde werkuren zijn vaak een hersenschim, want talrijk is » het personeel, dat na de sluiting der bureelen blijft om een dringend werk » te voltooien ofwel dat dit werk mede naar huis neemt.

» Rekening houdend met dien bijzonderen toestand werden vergoedingen » verleend aan de officieren van het Departement voor het jaar 1919 met » inachtneming van de regelen bepaald in de nota waarvan het afschrift » hierbij is gevoegd. »

In eene nota, gedagteekend 19 Februari 1920, schrijft de Minister van Landsverdediging dienaangaande :

« Ik keur het beginsel goed van eene vergoeding voor het jaar 1919, te » verleen en aan de officieren van het Departement van Oorlog, maar deze » vergoeding moet het karakter dragen van eene belooning der verdiensten » en moet geen weddebijslag voor allen zijn.

» Bijgevolg :

» 1° Zullen de diensten van minder dan drie maanden niet in rekening » komen ;

» 2° Zal de vergoeding slechts verleend worden aan de officieren die zich » bijzonder hebben onderscheiden door hunnen ijver, hunne toewijding, het » verrichte werk en de bewezen diensten.

» Zij moet dus niet aan allen gegeven worden, maar den overste in staat » stellen van zijne algeheele voldoening of zijn gebrek aan voldoening te » doen blijken ;

» 3° Moeten de cijfers, in den rooster vermeld, beschouwd worden als » maxima, beneden welke men mag gaan om zijnen graad van voldoening » te doen kennen.

» *De Minister van Landsverdediging,*

» P.-E. JANSON. »

VRAAG.

ART. 208.

« Ongetwijfeld meer in overeenstemming met de behoeften ? »

ANTWOORD.

« Zelfde antwoord als voor artikel 19 van de gewone begrooting, wat » betreft de buitengewone uitgaven met betrekking tot de bewapening, de » voertuigen en het zadeltuig van het leger. »

VRAAG.

ART. 221.

« Zal deze zoo droef beruchte zaak worden opgelost zoodat elke ontstem- » ming verdwijne ? »

ANTWOORD.

« Omstandige inlichtingen dienaangaande zullen verschijnen in de *Hande- » lingen der Kamer* in antwoord op dezelfde vraag van Senator Dufrane. » Niets in deze zaak kan, om het even wien in zijn teergevoeligheid » kwetsen. »

Wij meenen nuttig werk te verrichten met den tekst der vraag door senator Dufrane, d. d. 50 Maart 1920, tot den Minister van Landsverdediging gericht, alsmede het daarop gegeven antwoord hierna te laten volgen :

« Onder de bezetting heeft een comiteit, afhangende van het C. N. S., » voorschotten gedaan aan de gezinnen van militairen die geenerlei recht » hadden op de militie-vergelding. Na den wapenstilstand werd de gunst » dier toekenningen uitgebreid tot de gezinnen, die onder den oorlog » buiten bezet België verblijf hielden.

« Nu, vooraleer deze beslissing aan belanghebbenden werd medegedeeld, » hebben, zoo zegt men, sommige beter ingelichte officieren eene ronde » som gevraagd en verkregen van het comiteit, dat in de « rue de Livourne » » zetelde.

« En zoo raakte de kas snel ledig tot groot misnoegen van talrijke belang- » hebbenden. Vandaar klagen en jammeren. Daaraan dient, meen ik, een » einde gesteld door eene officieele uitlegging van den toestand. Dat is het » doel van mijne vraag.

« Zijn er toekenningen verkeerd getrokken, zoo schijnt teruggave zich » op te dringen; werd alles regelmatig geheven, dan zal de door mij » gevraagde uitlegging de zaken klaar maken. »

ANTWOORD.

« Op 1 Februari 1915 werd te Brussel, als aanhangsel van het Nationaal » Comiteit, het werk ingesteld dat heette « Hulp en bescherming aan gezin- » nen van officieren, wederindienstgetreden onderofficieren en gendarmen », » met het doel, hun als leening geldelijke hulp te verstrekken waar deze » niet bestond, terwijl zich het gezinshoofd in het leger bevond en aan de » zijnen geen geld kon sturen.

» Het Nationaal Comité beoelde dus, aan deze gezinnen het geld te
» leenen dat in naam van den Staat aan de andere soldatengezinnen als ver-
» goeding uitbetaald werd.

« Een zeker tarief werd door het werk vastgesteld, waarbij rekening
» werd gehouden met het verschil in graad : Wederdienstnemende
» gendarm, wederdienstnemende korporaal, onderofficier, onderluitenant,
» luitenant, kapitein of bevelvoerend kapitein, hogere officier of generaal.

» Onder heel de bezetting was dit stelsel in werking ; de soldatengezin-
» nen, die nog over geldmiddelen beschikten, namen bij den aanvang hun
» toevlucht tot het comité niet ; de oorlog duurde echter voort, het aantal
» noodlijdende families nam gestadig toe, en bij het einde van den oorlog
» genoten de meesten toelagen van het werk.

» Na den wapenstilstand had het N. C. als leening ongeveer 20 millioen
» uitgedeeld, waarvan 13 millioen aan officiersgezinnen en 7 millioen aan
» gezinnen van mindere militairen. Het was van meening dat terugischen
» van deze sommen vele gezinnen ten onder zou brengen, en, daar het N. C.
» tengevolge van zijn bestuur over ruime middelen beschikte die het achte
» zijn eigendom te zijn, heeft het besloten niet alleen de terugbetaling niet
» te eischen, maar billijkerwijze aan al de gezinnen van officieren en onder-
» officieren, aan wie de steun onder den oorlog is geweigerd geworden,
» gelijke sommen toe te kennen.

» Weldra waren de afgevaardigden van het N. C. zelfs de meening toege-
» daan, dat de naar Frankrijk en Engeland uitgeweken gezinnen dezelfde
» voordeelen konden genieten.

» Deze besluiten van de afgevaardigden van het N. C. werden aan het
» Ministerie van Oorlog medegedeeld, dat in overeenstemming met deze
» afgevaardigden een omzendbrief aan de belanghebbenden heeft gestuurd.

» Aanvankelijk waren de vragen gering ; men gaf er, naar de gegevens
» van het tarief van het Comité, gevolg aan tot een bedrag van ongeveer
» 2 millioen.

» Weldra echter werden de vragen zoo talrijk, dat het Comité de som
» die tot verwezenlijken der gedane beloften noodig was, op een 50 millioen
» schatte.

» Te zelve tijd legde het N. C. zijne rekeningen aan de Regeering over
» en de Minister van Financiën, wien de belofte van het Comité « Hulp en
» Bescherming » werden bekendgemaakt, deed alle betaling weigeren,
» met de overtuiging dat de Staatskist zulken last niet dragen kon.

» Toen kwamen N. C., Minister van Oorlog en Minister van Financiën te
» zamen om de zaak te regelen, en er werd besloten dat van de door het
» N. C. gedane winst niet meer dan 40 millioen met dit doel kon worden
» afgehouden, eene som waarvan er reeds 22 millioen door het N. C. onder
» de bezetting was beschikbaar gesteld.

» Van dit oogenblik af kwam het comité « Hulp en Bescherming » in
» een moeilijken toestand te staan : enerzijds vermocht het niet zijne
» beloften te houden ; anderdeels bevond het zich in de onmogelijkheid,
» gevolg te geven aan de dringende vragen van soldatengezinnen die, ten-

» gevolge van den ministerieelen omzendbrief, dezelfde vergoeding hoopten
» als die, onder den oorlog, aan de in het land gebleven gezinnen was
» toegekend.

» In feite had op dat oogenblik het departement van oorlog geene verant-
» woordelijkheid in deze; de beroepen waren echter zoo talrijk dat de heer
» minister op eene oplossing zon.

« Na afspraak tusschen leden van het Comité en van een afgevaardigde
» van het Ministerie van Oorlog, werd naar de pers eene mededeeling
» gezonden waarbij de beslissing van Comité en Ministerie van Oorlog
» werd vastgesteld.

» Hierbij werd het recht van mindere militairen vastgesteld naar het
» tarief onder de bezetting toegepast, met 20 % vermindering voor de
» gezinnen die in het buitenland hadden verbleven, en met verdeling
» van het overschot onder de officiersgezinnen « a rato » van het tarief van
» het N. C., naar verhouding van de beschikbare credieten van het
» Comité.

» Deze beslissing eischte navermelde opvolgenlijke verrichtingen :

» 1^o Onderzoek van het dossier van alle mindere militairen, met inacht-
» neming der toelagen die zij als uitwijkelingen hadden moeten ontvangen,
» en vaststelling van al de mandaten die tot uitbetaling dezer eerste schuld
» hadden moeten dienen ;

« 2^o Vaststelling van al de dossiers van officiersgezinnen, met inachtne-
» ming van het tarief van het N. C. naar den graad van den officier op
» 1 Februari 1913, en van het aantal maanden aanwezigheid onder de wapens
» als officier ;

» 3^o Na samentelling der sommen die tot betaling der toelagen volgens
» het tarief noodig waren geweest, en vaststelling van het beschikbare over-
» schot na uitbetaling der onder n^o 1 vastgestelde sommen, vaststelling van
» reductie-coëfficiënt, toe te passen op officiersgezinnen die nog geene ver-
» goeding hebben getrokken en betaalbaar making van de verminderde som
» waar ze recht op hebben ;

» 4^o Bekendmaking aan al de officiersgezinnen, die reeds hebben getrok-
» ken, dat hunne toelagen te hoog zijn geweest, en verzoek, aan het comité
» het verschil uit te betalen tusschen de ontvangene som en de som die
» hunne collegas in het leger met denzelfden graad hebben getrokken ;

» 5^o Met de na deze terugbetaling herzamelde fondsen, inrichting van een
» nieuw fonds, dat als soldij zal worden verdeeld onder alle officiersge-
» zinnen « a rato » van hunne rechten, vastgesteld volgens het aanvangsbe-
» drag van het N. C.

» De eerste verrichting neemt haar verloop en zal over twee maand
» ongeveer een einde nemen. Op dat oogenblik zal het comité ongeveer
» 2 miljoen in handen hebben om aan de drieduizend officiersgezinnen
» eene som te betalen die volgens het verminderd bedrag 14 miljoen groot
» zou moeten zijn.

» Aan de Kamer is tot vereffening van dezen toestand een bijcrediet ge-
» vraagd.

» De na den wapenstilstand door 284 officiersgezinnen getrokken toelagen » werden niet abusievelijk uitbetaald.

» Deze gezinnen hadden, tengevolge van het aanschrijven in dato 14 December 1919, eerste A. A., n^o C. D. N., het recht, te gelooven dat het » N. C. beschikte over de fondsen, noodig tot geheele uitbetaling aan elken » rechthebbende van de voorziene sommen.

» Deze gezinnen weten dat ze terug moeten betalen wat ze te veel hebben ontvangen. Enkele hebben het reeds gedeeltelijk gedaan.

» De bepaalde terugbetaling zal eerst na verrichting der drie eerste operaties kunnen vastgesteld, als men weten zal wat Kamer en Senaat aangaande de vraag om een bijcrediet hebben beslist. »

VRAAG.

Hooveel bedragen, sedert den wapenstilstand, de kosten van het bezettingsleger?

ANTWOORD.

Deze kosten bedragen :

1 ^o Voor het tijdsverloop vanaf den wapenstilstand tot 30 September 1919.	fr. 204,935,156.50
2 ^o Voor het vierde kwartaal. (Dit bedrag is nabijkomend berekend, daar de herziening der overeengekomen prijzen thans plaats vindt)	fr. 36,606,282.50
3 ^o Voor de raming van het eerste kwartaal 1920.	23,955,750.00
Totaal	fr. 264,497,188.00

BELANGRIJKHEID VAN DE BEGROOTING.

Zooals men hooger heeft gezien, zullen tal van cijfers der Begrooting, zooals deze werd ingediend, moeten verhoogd worden.

En niettemin beloopt de geraamde uitgave van de Begrooting reeds tot een totaal van 513,223,500 frank, dat is tot eene hoogere som dan het geheel bedrag der gewone uitgaven van al de burgerlijke departementen, — een departement uitgezonderd, namelijk dat van spoorwegen, posten, telegraphen en zeezeven — die te zamen slechts 504 miljoen 936,477 frank bedragen.

De sommen derzelfde oorlogsbegrooting voor 1914 bedroegen slechts 89,912,223 frank; nu, zooals men hierboven lezen kan, bereiken de geraamde sommen, voor 1920, 513,223,500 frank, dat is meer dan vijfmaal de cijfers voor 1914.

In zijn merkwaardig verslag over de algemeene begrooting van ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1920, schrijft de heer Houtart dienaangaande, en gansch de Midlenafdeeling stemt in met deze kloeke taal :

» Twee oorzaken dragen bij tot dezen uitslag : de vermeerdering van » het effectief, dat van 60,000 man tot op 100,000 man is gestegen, en de

» prijs der voor den soldaat noodige zaken. Deze laatste oorzaak blijkt
» duidelijk uit de optelling der drie volgende getallen :

» Voeding der troepen. Voeder.	.	.	fr.	160,885,000
» Slapingdienst	.	.	.	14,150,000
» Kleeding der troepen	.	.	.	123,087,000
Totaal.	.	.	fr.	298,122,000

» 's Lands leger maakt een ontzaglijk huishouden uit, waarvan de kosten
» stijgen in dezelfde mate als de geringste huishoudelijke begrooting en
» alleen de verbetering van de economische toestanden zou tot eene ver-
» mindering dezer getallen kunnen leiden. Het is niettemin gepast, daags na
» een langen oorlog, zorgvuldig toezicht te houden op de militaire uit-
» gaven : het wel ingezien belang van het leger zal daardoor des te meer
» gebaat zijn.

» Overigens, deze Begrooting drukt niet uitsluitend op de gewone inkom-
» sten. Door de terugbetaling, door Duitschland, van de kosten der Belgische
» bezettingstroepen wordt dit bedrag verminderd met eene som van 95 mil-
» lionen, die als uitzonderlijke ontvangst opgenomen werd bij artikel 69 van
» 's Lands Middelen

» De militaire medewerking van België is even noodig voor het werk van
» den vrede, als zij het was voor het werk van den bevrijdingsoorlog. Wij
» zullen de gelegenheid hebben, in den loop van dit verslag, te wijzen op
» het overwegend gewicht, dat aan de uitvoering van het verdrag van
» Versailles voor de toekomst van het land is gehecht. Zijde aan zijde met
» Frankrijk, wiens lot evenals het onze afhangt van eerlijk herstel, moet
» België er toe in staat zijn, de vredesvoorwaarden te doen naleven ».

Voortaan heeft België opgehouden onzijdig te zijn en is het meester over zijne toekomst. Door de fiere en krachtdadige houding, welke het heeft aangenomen aan de zijde van Frankrijk, zijn edelen bondgenoot, heeft het bewezen dat het zijn nieuw statuut waardig was en er op staat zijne rechten te doen eerbiedigen.

BESLUIT.

Het ontwerp van begrooting, dat het voorwerp uitmaakt van bovenstaande verslag, werd door al de leden van de Middenafdeeling gunstig onthaald. Namens dezen vragen wij dat de Kamer er hare goedkeuring aan hechten zou.

De Verslaggever,

ADOLF BUYL.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

